

LA FAILLITE D'ISIDORE WAROCQUE, BANQUIER MONTOIS DU DEBUT DU XIX^e SIECLE

par

Jacqueline RASSEL-LEBRUN

Premier Assistant à la Faculté des Sciences Economiques et Sociales
de l'Université de l'Etat de Mons

I. LE PERSONNAGE

Fils de Pierre-Joseph Warocquier et de Marie-Thérèse Duvivier, Isidore-Maximilien-Joseph Warocqué naît à Mons le 17 septembre 1771 (1). A l'âge de 24 ans, il épouse en l'église Sainte Waudru, le 2 novembre 1795 (2), sa cousine germaine Bonne-Rose Duvivier (3), de six ans son aînée (4). Le décès de celle-ci, le 3 janvier 1829 (5), fait d'Isidore Warocqué son héritier unique et universel en vertu des dispositions du testament conjonctif reçu par le notaire Dethuin de Mons, le 2 germinal an onze (23 mars 1803) (6).

Plusieurs travaux récents ont fait connaître Isidore Warocqué comme l'un des fondateurs de la Société Minière de Mariemont, les autres fondateurs étant son frère Nicolas Warocqué (7), son

(1) Hôtel de Ville de Mons (HVM), registres paroissiaux, 95 (église St Nicolas-en-Havré), p. 186. On remarquera que le nom de famille WAROCQUIER s'est transformé en WAROCQUE. (Les registres de baptêmes, mariages et décès des différentes paroisses de Mons sont conservés au Bureau de l'Etat civil).

(2) HVM, registres paroissiaux, 137 (église Ste Waudru, mariages), p. 27.

(3) Le père de Bonne-Rose, Joseph-Maximilien Duvivier, est en effet le frère de Marie-Thérèse Duvivier, mère d'Isidore Warocqué. Tous deux sont les enfants de Martin Duvivier et de Marie-Jeanne Decamps, HVM, registres paroissiaux, 98 (église St Nicolas-en-Havré, baptêmes), pp. 89 et 89B et 241.

(4) Née le 1er mars 1766, HVM, registres paroissiaux, 11 (église St Germain, baptêmes), p. 77.

(5) Archives de l'Etat à Mons (AEM), Etat civil de l'arrondissement judiciaire de Mons, 712, fol. 8 r-v.

(6) Notaire Dethuin, minute no. 374 (déposée chez le notaire Bertaux, place du Parc, Mons).

(7) HVM, registres paroissiaux, 96 (église St Nicolas-en-Havré, baptêmes), p. 247.

beau-frère Charles Duvivier (8), le marchand de charbon montois Jean-Baptiste Hardempont et le banquier belgo-parisien Pierre-François-Joseph Tiberghien, propriétaire de l'abbaye et de la filature de Saint Denis (9).

Membre du Conseil Général du Département de Jemappes en 1803, membre des Etats provinciaux du Hainaut pour l'Ordre des Villes en 1816, membre du Conseil de Régence de 1817 à 1834 (10), président du Tribunal de Commerce de Mons entre 1812 et 1832, vice-président puis membre de la Chambre de Commerce de Mons jusqu'en 1834, membre du Conseil d'Inspection et d'Administration du Dépôt de Mendicité jusqu'en 1833 (11), Isidore Warocqué jouit d'une grande influence dans sa ville natale. Son activité déborde par ailleurs le domaine politique. S'intéressant à l'agriculture, il obtient plusieurs récompenses à des concours agricoles : en 1811, il se voit décerner, pour l'arrondissement de Charleroi, le prix octroyé par la Société d'Agriculture de la Seine au cultivateur consacrant le plus de terrain à la culture de la betterave (12).

Mais, Isidore Warocqué est surtout un négociant et un banquier. Différents moyens lui ont permis d'édifier une fortune considérable le situant, dès 1812, avec une contribution de 4.960 francs, au quatrième rang des plus gros contribuables de la ville de Mons et

(8) Charles-Maximilien, né le 8 mai 1767, et Bonne-Rose, épouse d'Isidore Warocqué, sont les enfants de Joseph-Maximilien Duvivier et de Marie-Thérèse Naveau (HVM, registres paroissiaux, 11 (église St Germain, baptêmes), pp. 218 et 77.)

(9) R. DARQUENNE, *Le domaine de Mariemont à l'heure républicaine. La formation de la Société minière*, dans *Annales du Cercle Archéologique et Folklorique de La Louvière et du Centre*, tome I, La Louvière, 1962, pp. 49 à 53; M. VAN DEN EYNDE et R. DARQUENNE, *Les débuts de la Société de Mariemont (1801-1840)*, dans *Annales du Cercle Archéologique et Folklorique de La Louvière et du Centre*, tome IV, La Louvière, 1966, pp. 34 à 36; R. DARQUENNE, *La fondation d'une dynastie de maîtres-charbonniers : les Warocqué*, dans *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, tome XVII, Paris, 1970, pp. 598 à 600; M. VAN DEN EYNDE, *Raoul Warocqué, seigneur de Mariemont (1870-1917)*, dans *Monographies du Musée de Mariemont*, 1, Mariemont, 1970, p. 11.

(10) Ch. ROUSSELLE, *Biographie montoise du 19e siècle (1800-1899)*, Mons, 1900, pp. 241-242.

(11) *Almanach du Hainaut*, Mons : 1830, pp. 252, 205, 183; 1831, pp. 131, 87, 72; 1832, pp. 88, 71; 1833, pp. 82, 66; 1834, p. 82.

(12) R. DARQUENNE, *Histoire économique du Département de Jemappes*, dans *Mémoires et Publications de la Société des Sciences, des Arts et des Lettres du Hainaut*, tome 79, Mons, 1965, p. 218.

parmi les trente plus imposés de tout le Département de Jemappes (13). Son revenu annuel est évalué à 50.000 livres (14).

A l'origine marchand de charbon, Isidore Warocqué émerge de l'anonymat à un moment crucial, en fructidor an six (août 1798) et renfloue la caisse départementale vide par un prêt de 10.000 francs, sans intérêt, pour une durée de 1 mois. Destinée à fournir les premiers fonds pour la réparation des chaussées détruites par les campagnes militaires, cette aide de Warocqué n'est pas complètement désintéressée puisqu'elle a également en vue la régénération du commerce qui croupit faute de routes convenables (15).

Avec ce sauvetage de la caisse départementale démarre la carrière financière publique d'Isidore Warocqué. On le retrouve, dès ce moment, dans toutes les adjudications importantes (15) : réfection de routes, perception de droits de barrières, fournitures militaires, entreprises de démolition d'églises... Grand acquéreur, enfin, de biens nationaux, il réalise dans ce trafic des bénéfices substantiels.

C'est en sa qualité de banquier qu'Isidore Warocqué nous intéresse au premier chef.

Installée à Mons depuis plus de 35 ans, la maison de commerce et de banque de Warocqué y occupe, en 1830, une place de tout premier rang, ce qui la met en rapport avec les principales maisons belges et étrangères (16).

Warocqué est le caissier ou le banquier de la plupart des établissements ou sociétés de quelque importance, telles par exemple les sociétés charbonnières du Levant et du Couchant de Mons, de Mariemont, de Sars-Longchamps, Legrand-Gossart, Degorge-Legrand... Aucune opération réalisée dans la province ou même ailleurs ne lui demeure étrangère.

La sécurité que sa maison inspire aux dépositaires de fonds est entière : sa caisse, considérée comme une espèce de caisse d'épargne, appelle d'autant plus la confiance que l'on sait que Warocqué vit avec

(13) AEM, Archives communales, Jemappes (fonds II), 623 (*Liste des cent plus fort contribuables de la commune de Mons et Liste définitive des six cents contribuables les plus imposés du Département de Jemappes...*).

(14) R. DARQUENNE, *Le domaine de Mariemont...*, p. 55 et *Histoire économique...*, p. 168.

(15) R. DARQUENNE, *Le domaine de Mariemont...*, p. 54 et *Histoire économique...*, pp. 223-224.

(16) Archives Générales du Royaume (AGR), Société Générale de Belgique (SG), 2701, *Conclusions pour la Société Générale opposante au jugement qui fixe l'ouverture de la faillite de M. Warocqué contre les syndics et les héritiers Berger* [23 novembre 1836].

parcimonie et qu'il ne néglige aucun moyen de gagner de l'argent, au point même qu'alors que son chiffre d'affaires se monte annuellement à 20 ou 25 millions, sa femme tient un petit commerce de soieries qu'elle conserve jusqu'à sa mort (17). Ce crédit et cette confiance universels vont même être sanctionnés, en novembre 1830, par une distinction honorable conférée par le roi des Pays-Bas : la Croix du Lion Belgique (16).

Aussi, lorsque Warocqué connaît, après la révolution de 1830, de pénibles aventures financières, bien peu de gens croient qu'il est dans un état voisin de la faillite et sa gêne momentanée est attribuée uniquement aux remous politiques (18).

Après sa faillite retentissante, Warocqué s'exile à Dunkerque où il mène une existence obscure jusqu'à sa mort en 1848, avec pour toute ressource une rente, dérisoire en comparaison de ses revenus antérieurs, de 5.000 francs par an, que lui versent son frère Nicolas d'abord, son neveu Abel ensuite (19).

C'est cette faillite, dont on ne connaît que peu de détails, qui fait l'objet de la présente étude.

II. LES RELATIONS D'ISIDORE WAROCQUÉ AVEC LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Les rapports d'Isidore Warocqué avec la Société Générale débutent dès la fondation de la banque bruxelloise. Banquier d'un grand nombre d'industriels du Hainaut, Warocqué est immédiatement autorisé à présenter à l'escompte une foule d'effets que le désir d'encourager l'industrie faisait admettre avec faveur.

Le développement industriel et les besoins toujours croissants du commerce vont faire reculer successivement les bornes du crédit

(17) Archives Nationales de France (ANF), F 1c III, Jemappes 2, lettre du préfet Max Fréville, adressée le 9 décembre 1811 au Ministre de l'Intérieur; cf aussi AGR, SG, 2701, *Conclusions...*

(18) R. DEMOULIN, *La Révolution de 1830*, Collection "Notre Passé", La Renaissance du Livre, Bruxelles, 1950, passim.

(19) Isidore Warocqué espérait se voir allouer une pension annuelle de 8.000 frs, mais son frère Nicolas jugea la somme de 5.000 frs plus que suffisante aux besoins *personnels* du failli (M. VAN DEN EYNDE et R. DARQUENNE, *Les débuts de la Société de Mariemont...*, p. 55; cf aussi *Exposition Raoul Warocqué (1870-1917)*, Musée de Mariemont, 12 mars-26 avril 1967, préface de M. VAN DEN EYNDE, pp. 9 et 13.

que la Banque accordait à Warocqué (20).

Deux documents très significatifs montrent jusqu'à quel point celui-ci a été soutenu financièrement par la Société Générale de longues années durant.

Dans une mémoire rédigé en 1837 (21), les avocats J. Maubach, J. Dolez et Ch. Delecourt, affirment que dès 1824, Warocqué aurait connu un déficit important et qu'il n'a pu continuer ses affaires, pendant quelques années encore, qu'à la faveur des emprunts qu'il faisait à la Société Générale et qu'il couvrait par une émission considérable d'effets de circulation (22). "Tant qu'il put trouver des fonds à la Société Générale, il parvint encore à se soutenir et à rester à la tête de ses affaires, mais il était évident que du jour où cette source serait tarie pour lui, sa faillite éclaterait..." (23).

Albert Harmignie, membre du Conseil de la faillite et syndic définitif, reprend en 1849 les mêmes arguments dans son rapport aux créanciers et révèle que Warocqué se procurait autant d'argent qu'il en désirait; "de toute part, on venait lui en offrir et la *Société Générale était pour lui un véritable Pactole dont les flots d'or roulaient incessamment dans ses caisses*. Cette grande facilité qu'il avait de se procurer des capitaux l'aveuglait sur sa véritable position; il se lançait, sans réflexion dans une foule d'entreprises..., empruntant d'une main, prêtant de l'autre" (24).

(20) Pendant plus d'une décennie après sa création, la Société Générale n'était connue communément, tant dans les Pays-Bas, qu'à l'étranger, que sous le nom de "Banque de Bruxelles". Dans les provinces méridionales, on l'appelait même simplement "la Banque" (B.S. CHLEPNER, *La banque en Belgique. Etude historique et économique*, t. I, Bruxelles, 1926, p. 50, note 1).

(21) Papiers Wins, 13 c (*Mémoire pour les syndics définitifs de la faillite d'Isidore Warocqué, intimés, contre le dit Isidore Warocqué, et contre Mr le Ministre des Finances et la Société de la Canalisation de la Sambre, appelans d'un jugement du Tribunal de Commerce de Mons, en date du 3 mai 1836, sur la question de l'ouverture de cette faillite, Mons*, p. 3). Les Papiers Wins sont déposés chez le Notaire Tondreau, rue Jean Lescarts, 15, Mons.

Ce mémoire, rédigé à Bruxelles, le 1er février 1837, existe aussi aux AEM, Collection des brochures, no. 2074.

(22) Il faut entendre par là des effets non honorés à l'échéance et renouvelés à plusieurs reprises pour une même durée.

(23) Papiers Wins, 13 c, p. 29.

(24) Papiers Wins, 13 d (*Rapport d'Albert Harmignie, syndic définitif de la faillite d'Isidore Warocqué, aux créanciers, Mons, 15 février 1849, pp. 16 à 19*).

III. L'EFFRITEMENT DU CREDIT

Le crédit d'Isidore Warocqué va se miner insensiblement. Bien que les effets mis en circulation ne soient pas émis sous son propre nom, ces obligations se représentant périodiquement, à des époques déterminées et toujours avec les mêmes signatures, portent un caractère évident de papier de circulation qui ne tarda pas à être reconnu du commerce. Après avoir accepté, dans le principe, la négociation de ces effets à cause de la signature de Warocqué qui en est l'endosseur, on cessa d'avoir confiance en cette signature elle-même lorsqu'on vit qu'il était engagé dans des opérations hasardeuses. Dès avant la révolution française de juillet 1830, ce n'est plus qu'avec beaucoup de peine et à grands frais que Warocqué parvient à faire recevoir sa signature sur la place de Paris et ce, par des courtiers de second ordre; la Banque de France ne reçoit plus sa signature. Sa correspondance prouve à quel point il est tombé en discrédit. Un de ces courtiers lui écrit le 15 juin 1830 : "Tout ce qui porte votre endos est épluché avec la plus grande rigueur" (24).

Fin 1830, la révolution belge amène un sentiment général de défiance chez tous les capitalistes. La Société Générale elle-même, jusqu'alors si favorable à Warocqué, commence à avoir des soupçons sur sa position. L'Administration de la Banque, renouvelée en partie suite aux événements politiques, restreint ses escomptes et exige des remboursements partiels (25).

Lorsque la révolution éclate, Warocqué est redevable à la Société Générale de 4.164.538 florins 79 cents du chef d'effets souscrits ou endossés par lui (26), ce qui équivaut, le florin valant

(25) Le Gouverneur de la Société Générale, Repelaer van Driel, qui a quitté Bruxelles pendant la révolution, est remplacé le 14 octobre 1830 par Ferdinand Meeus; docteur en droit issu d'une famille de banquiers, Meeus est en même temps membre du Conseil de Régence de la ville de Bruxelles et membre de la Commission des Finances; il siégera en qualité de député suppléant au Congrès National à partir du 26 décembre 1830 et fera partie de la Chambre des Représentants d'octobre 1832 à 1845. (B.S. CHLEPNER, *La banque...*, pp. 50 et 58, note 5; DU BUS DE WARNAFFE et C. BEYAERT, *Le Congrès National. Biographies des membres du Congrès national et du Gouvernement provisoire 1830-1831*, Bruxelles, Paris, 1930, p. 85).

(26) AGR, SG, 2694 (plusieurs documents expliquant l'opposition de la Société Générale à la demande de sursis de Warocqué); 2692; 2709 (tableau de la circulation de Warocqué à la Société Générale, s'élevant, en 1830, à 8.113.015,90 frs).

2,1164 francs (27), à 8.813.829 francs, 89. Il se trouve dans l'impossibilité de payer ces effets à l'échéance; aussi, la Société Générale décide-t-elle, dès le 7 décembre 1830, de lui demander des garanties (28) pour les valeurs dues par lui; à la fin du même mois, elle se plaint de l'insouciance qu'il met à les lui fournir et déjà fait allusion à des "cachotteries" et d'"interminables longueurs qui ne sont qu'un moyen de gagner du temps" (29).

Warocqué sollicite de la Banque l'autorisation de remplacer une partie des effets échus par des obligations à terme, souscrites solidairement par lui et ses co-débiteurs et assurées par des gages ou hypothèques. La Société Générale accède à sa demande à la condition expresse qu'il aliène successivement ses immeubles et réalise ses valeurs mobilières pour rembourser les créances de la Banque (26).

Warocqué va ainsi se reconnaître débiteur solidaire de trois créances importantes.

- 1) Le 20 janvier 1831, Isidore Warocqué, Remy De Puydt, Charles Carion, tant pour lui que comme cessionnaire de son frère François Carion-Delmotte, et Gustave Lebon se reconnaissent débiteurs solidaires envers la Société Générale d'une somme de 1.795.200 florins pour sécurité de remboursement de laquelle ils donnent en gage les 112 actions qu'ils possèdent dans la Société

(27) Le franc qui sera monnaie légale à partir de 1832 et le florin ont tous deux cours, pendant la période qui nous intéresse, à raison de 189 florins pour 400 francs; le franc vaut donc 47,25 cents et le florin 2,1164 francs (Bulletin Officiel des Décrets du Congrès National, année 1832, *Loi concernant les pièces de 5 et 10 florins dans le nouveau système monétaire, 31 décembre 1832*, no. 1112, p. 697; cf aussi H. DOURSTHER, *Dictionnaire universel des poids et mesures anciens et modernes, contenant des tables de monnaies de tous les pays* (édition originale, 1840), Amsterdam, 1965, Meridan Publishing Co, pp. 296 et 318).

Ce taux de conversion a été vérifié par calcul, d'après des chiffres empruntés aux archives de la Société Générale; ex. :

2.820.157 fl 10 c = 5.968.586 frs 47 c

119.717 fl 69 c = 253.370 frs 77 c

202.915 fl 21 c = 429.450 frs 17 c (AGR, SG, 2708)

Il est intéressant de remarquer que la *Loi du 28 septembre 1816 pour l'établissement du système monétaire des Pays-Bas* avait également fixé le cours des pièces françaises au taux de 100 frs = 47,25 fl (B.S. CHLEPNER, *La banque...*, pp. 28-29), ce qui prouve la stabilité monétaire qu'a connue la première moitié du 19^e siècle).

(28) AGR, SG, 2692.

(29) AGR, SG, 2692 (Lettre adressée le 31 décembre 1830 à Warocqué par Drugman, avocat conseil de la Société Générale).

du Canal de la Sambre belge, divisée en 144 actions (30). De ce fait, les 112/144e de tous les produits du canal et des indemnités auxquelles les concessionnaires ont droit du chef des modifications apportées à leur concession par le Gouvernement provisoire et des travaux non prévus au cahier des charges qu'ils ont exécutés (31) sont spécialement affectés à la garantie de la créance de la Société Générale. Le remboursement de cette créance est fixé à 3 mois et un effet à cette échéance est tiré sur les débiteurs qui l'acceptent solidairement. Cet effet unique remplace toute l'ancienne circulation. Le gage accordé, évalué par les débiteurs à 4.666.000 florins, d'après l'état des dépenses remis au Gouvernement, embrasse la majeure partie de leur fortune, Warocqué excepté (32).

2) Le 4 février 1831, Warocqué se reconnaît débiteur envers la Société Générale, solidairement avec Hanonnet-Gendarme, de la

(30) AGR, SG, 1765, 2692, 2694, 2708. Ce canal sera achevé le 1er mai 1831. La société avait été fondée le 27 décembre 1829 par R. De Puydt, lieutenant-colonel du Génie de Mons (21 actions), Ch. Carion, maître de forges à Mons (26 actions), I. Warocqué (24 actions), G. Lebon, marchand de fer à Condé (14 actions), F. Carion-Delmotte de Charleroi (27 actions), Charles Morel (16 actions) et le banquier bruxellois Josse-Pierre Matthieu (16 actions). (AGR, SG, 1765 et 1775); cf aussi M. LEVY-LEBOYER, *Les banques européennes et l'industrialisation internationale dans la première moitié du XIXe siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Paris, Série "Recherches", tome XVI, 1964, p. 603, note 10 et H. GALLE, *Les canaux de la Sambre au XIXe siècle*, Contributions à l'Histoire Economique et Sociale, Bruxelles, Solvay, tome V, 1968-1969, p. 96, note 31 et p. 106, note 62).

(31) Un procès a été intenté, pour résiliation du contrat de concession, au Gouvernement par les concessionnaires de la Sambre. Ceux-ci réclament des indemnités pour les motifs précités ainsi que pour d'autres griefs : profondeur du canal moindre que celle promise, d'où il résulte une réduction du tirant d'eau, changement apporté au péage... Les concessionnaires auront gain de cause et un jugement du Tribunal de 1ère instance de Bruxelles, du 12 mars 1834 (AGR, SG, 1775), condamne le Gouvernement à leur verser une provision de 500.000 frs et à leur payer les sommes considérables dont il leur est redevable.

(32) AGR, SG, 2694. La Société Générale ne sera pas remboursée à l'échéance, le 20 avril 1831. Par une convention du 3 août 1835 avec le Ministre de l'Intérieur, elle acceptera le Gouvernement pour débiteur aux lieu et place des concessionnaires de la Sambre (AGR, SG, 1761 et 1775). L'Etat paiera une somme de 4.466.426,60 frs, mais un litige, portant sur le mode de calcul des intérêts à payer sur la créance initiale de 1.795.200 florins, l'opposera pendant plus de 20 ans à la Banque; celle-ci en retirera, en août 1856, 31.630,30 frs. Outre les paiements gouvernementaux, la Société Générale, créancière gagiste de la faillite de Warocqué, récupérera enfin, lors de la liquidation de la Société du Canal de la Sambre, une somme de 51.854,56 frs (AGR, SG, 1765).

somme de 939.600 florins remboursables 3 mois plus tard (33).

Maître de forges de Chimay, Céleste-Charles-Jean-Baptiste Hanonnet-Gendarme a construit un grand ensemble industriel à Couvin. L'ingénieur Roentgen chargé, en 1822, d'une enquête sur les procédés de fabrication des maîtres de forges d'Outre Manche avait signalé, à son retour, trois personnes qui, dans notre pays, méritaient de retenir l'attention : Cockerill, Huart-Chapel et Hanonnet-Gendarme. Des subsides du Gouvernement sont accordés à ces industriels pour moderniser leurs entreprises et Hanonnet-Gendarme reçoit, pour sa part, 150.000 florins. Secondé par l'Anglais Dixon, il a recours aux procédés techniques modernes visant à remplacer le charbon de bois par le coke pour le traitement du minerai; Il dispose d'un laminoir Cort, le second du pays, et a, dès 1826, un haut fourneau au coke. Malheureusement, à l'inverse de Cockerill et de Huart-Chapel qui ont, en 1827 déjà, une production régulière, Hanonnet-Gendarme, dont l'usine se trouve trop éloignée des mines de houille, va connaître de grandes difficultés financières (34).

Non satisfait de l'aide de l'Etat, Hanonnet doit recourir à des banquiers pour subsidier ses entreprises. Ses relations avec Isidore Warocqué, commencées en 1822, ont d'abord procuré au banquier montois des bénéfices substantiels, ce qui l'incite, malheureusement pour lui, à donner plus d'extension à ces opérations. Bientôt à découvert de plusieurs centaines de milliers de francs, Warocqué loin de rompre avec ce débiteur continue à fournir des fonds à Hanonnet qui lui écrit, dès 1824 : "si vous m'abandonnez, mes usines sont ruinées et vous perdez tout; il est donc de votre intérêt de me soutenir" (35).

L'étendue des affaires de Hanonnet est toutefois telle que

(33) Cette créance unique se substitue également à une masse d'effets impayés (AGR, SG, 1765, 2692, 2694, 2708).

(34) M-G. de BOER, *Twee memorien over den toestand der Britsche en Zuid-Nederlandsche Ijzerindustrie door G.M. Roentgen uit de jaren 1822 en 1823*, dans *Economisch Historisch Jaarboek*, 1923, tome IX, pp. 113 à 126; M-G. de BOER, *Guillaume Ier et les débuts de l'industrie métallurgique en Belgique*, dans *Revue Belge de Philologie et d'Histoire*, 1924, tome III, no. 3, pp. 527 et ss.; R. DEMOULIN, *Guillaume Ier et la transformation économique des provinces belges (1815-1830)*, Bibliothèque de la Faculté de Philosophie et Lettres de Liège, fascicule LXXX, Liège, Paris, 1938, pp. 161 et 260; M. LEVY-LEBOYER précise que Hanonnet, entre autre, emprunta sur hypothèque au Gouvernement et procéda, à Paris, le 1er juillet 1829, à une augmentation de capital, portant celui-ci de 6 à 8 millions de frs (*Les banques européennes...*, p. 603, note 11; cf aussi p. 365, note 111).

(35) Papiers Wins, 13 d, pp. 17 à 19; idem 13 c, pp. 28-29.

pour les soutenir, plus de 4 millions de francs ne vont pas tarder à être engloutis en l'espace de 6 ans. Sa dette, la plus élevée de toute la faillite de Warocqué, se chiffrera à 4.938.288 frs, 30 et l'on est tenté, comme le fait Albert Harmignie, de faire reposer sur Hanonnet-Gendarme une grande part de la responsabilité de la faillite de Warocqué. Une lettre très significative de Warocqué à Hanonnet, datant d'avril 1830, contient la révélation douloureuse d'une position déjà désespérée : "Votre circulation augmente de jour en jour; je n'y puis plus suffire car je ne peux battre monnaie...; tous mes correspondants me font des reproches; mon crédit en reçoit une grande atteinte. Vous ne vous en inquiétez pas, vous allez toujours grand train, vous faites de grandes dépenses sans regarder qui paiera; pour moi, je sais tout ce que cela coûte à ma bourse, à mon crédit et à ma santé. Voyez dans quelle situation vous me mettez avec votre ambition ! Je ne puis résister à tout cela, j'en perds la tête... Vous n'avez cessé de me tromper pour me dépouiller et me perdre. Combien il est malheureux pour moi d'avoir travaillé pendant quarante ans pour avoir une fin aussi désagréable que celle que vous me préparez ! ! !" (35). On comprend la préoccupation de Warocqué si l'on pense que pour l'affaire Hanonnet-Gendarme seul, il lui faut trouver la somme énorme de 800.000 à 1.000.000 de francs par mois (35).

A la suite de l'augmentation en 1829 du capital de la Société des Hauts Fourneaux et Forges de Couvin (Raison sociale : Hanonnet-Gendarme et Cie), Warocqué porte sa participation dans l'affaire de 1.300 à 2.010 actions (36). Ce sont ces titres, valant ensemble 949.725 florins qu'il affecte à la garantie de la créance de la Société Générale, y ajoutant une hypothèque de 200.000 florins sur l'une de ses propriétés immobilières, le Bois d'Hez, situé à Baisy-Thy. Hanonnet, de son côté, donnera également en hypothèque des biens d'une valeur nette de 200.000 florins au moins (37).

- 3) Le 26 mars 1831, enfin, I. Warocqué et Nicolas-Joseph Drapier, entrepreneur de pavage de Liège, domicilié à Lodelinsart, se sont reconnus débiteurs envers la Banque d'une somme de 350.400 florins, remboursables également dans un délai de 3 mois. Cette créance est assurée par une série d'hypothèques sur des biens de Warocqué (38).

(36) M. LEVY-LEBOYER, *Les banques européennes...*, p. 603, note 11.

(37) AGR, SG, 2692 et 2694.

(38) *ibidem* et AGR, SG, 1765.

La somme dont ce dernier se trouve débiteur solidaire en vertu des trois actes précités s'élève à 3.085.200 florins. Indépendamment de cette dette, Warocqué est encore engagé envers la Banque comme endosseur de divers effets pour un montant de 812.938 florins 79, somme qui diminuera au fur et à mesure des échéances des effets (39).

L'importance des montants en cause justifie l'attention et le soin avec lesquels la Société Générale ne cessera d'étudier cette affaire de longues années durant.

Les relations entre la Banque et Warocqué vont se détériorer graduellement.

Dans une lettre du 16 avril 1831 adressée à Warocqué, la Société Générale déplore qu'il soit le seul à n'avoir pas acquitté les mandats tirés sur lui au titre de la réduction de 10% sur tous les effets présentés à l'escompte en renouvellement dans le Hainaut et qu'il soit le seul également en retard de paiement des intérêts dus. Elle l'avise de sa décision d'envoyer à l'encaissement tous les effets souscrits par lui venant à échéance, de faire protester ces documents en cas de refus de paiement et de ne plus accepter aucun effet en renouvellement (39).

Warocqué ne peut satisfaire à ses obligations. Les deux premières créances, dont il a été question précédemment, ne sont pas honorées aux échéances les 20 avril et 4 mai 1831. D'autres effets d'un import moins élevé vont être protestés.

Ayant résolu de demander de nouvelles garanties à son débiteur, la Société Générale, par acte reçu le 29 mai 1831 par le notaire Annez de Bruxelles, se voit octroyer le droit de prendre une inscription conventionnelle sur tous les biens de Warocqué ne lui ayant pas encore été donnés en hypothèque. L'ensemble de ces biens peut être estimé à 3.053.348 francs (39). Si l'on ajoute à ce montant la valeur des biens déjà hypothéqués en fonction des actes passés antérieurement, à la fois par Warocqué et Hanonnet-Gendarme et ce, déduction faite des charges grevant encore ces biens, ainsi que celle des titres remis en gage, estimée très prudemment par la Société Générale, à concurrence de la moitié du montant nominal en ce qui concerne les actions de la Société des Hauts Fourneaux et Forges de Couvin et du tiers de leur évaluation pour ce qui est des titres du Canal de la Sambre, on peut chiffrer la garantie totale détenue à ce moment par la Banque à 3.616.076 florins 83 ou 7.653.065 francs (39). La Société Générale a cru bon de fixer assez bas la valeur des titres de la Société de Couvin, car les établissements

(39) AGR, SG, 2692.

de Hanonnet-Gendarme se trouvent dans une position difficile. Une lettre de la Banque à l'un de ses avocats, en date du 22 février 1831, précise que seul un prêt de 500.000 francs, sinon de 500.000 florins, pourrait éviter le chômage des fabriques, lequel rendrait les actions de la Société quasi sans valeur (39). La correspondance entre Warocqué et la Banque, concernant Hanonnet, reflète également cette mauvaise situation : "Lorsque c'était pour puiser dans ma caisse, j'avais de lui quatre lettres par semaine; aujourd'hui que je suis bien décidé à ne plus lui donner un centime, je ne puis obtenir réponse à mes lettres, n'importe leur importance..." (40).

La Banque, ayant intérêt à la remise en marche des établissements de la Société des Hauts Fourneaux et Forges de Couvin, accorde le 30 mai 1831, un crédit de 30.000 florins avec hypothèque sur la Tréfilerie de St Roch (36). Elle y met également comme condition la démission de Hanonnet qui est remplacé par le directeur A. Lucq (41).

La situation de Warocqué ne s'assainit pas. Non seulement, il laisse s'accumuler les intérêts des sommes dont il est redevable, et dont il ne rembourse pas la moindre partie, mais il mécontente la Banque en se libérant entièrement envers d'autres créanciers (39).

En novembre 1831, le Conseil Général de la Société décide, qu'en vertu de quelques-uns des effets protestés faute de paiement, il sera pris jugement contre Warocqué et inscription judiciaire sur tous ses biens (42). A la même époque, plusieurs causes sont mises en délibéré contre lui devant le Tribunal de Commerce de Mons (43).

Le 4 janvier 1832, la Société Générale avertit son débiteur de sa

(40) AGR, SG, 2692 (Lettre de Warocqué à l'avocat Drugman, datée du 18 février 1831).

(41) L'affaire marchant au ralenti, la Banque demande rapidement à être remboursée. Le 21 février 1833, intervient entre la Société Générale, les Commissaires à la liquidation de Warocqué et les nouveaux gérants de la Société de Couvin, Marc-Jean-Baptiste D'houdouard, chevalier de Thièvres, et François-Marie-Norbert Van Aken, une convention aux termes de laquelle ces derniers paieront à la Banque, à la décharge de Hanonnet et de Warocqué, une somme de 1.400.000 frs, prix de la vente qui leur est faite par les Commissaires à la liquidation des 2.010 actions constituant le gage de la Banque (AGR, SG, 1661, 1672 et 1681).

Le groupe se rétractera toutefois en avril 1834 et l'affaire sera adjugée pour 700.000 frs au Gouvernement qui versera, en juillet 1838, la somme de 400.000 frs aux créanciers hypothécaires, annulant ainsi la valeur des 2.010 actions (M. LEVY-LEBOYER, *Les banques européennes...*, p. 603, note 11).

(42) AGR, SG, 2693 (Lettre de la Société Générale à l'avocat Picquet de Mons, en date du 26 novembre 1831).

(43) AGR, SG, 2693 (Document du Secrétariat no. 4800 du 24 décembre 1831).

décision de faire vendre publiquement, dans les plus brefs délais, certaines de ses propriétés de façon à se rembourser de la totalité des intérêts dus et de 500.000 florins au moins sur le capital (39). S'étant rendu compte que sa position à l'égard de la Banque et d'autres créanciers devient intolérable, Warocqué a, le jour même, sollicité un sursis à toutes poursuites et exécutions de la part de ses créanciers, mettant ainsi obstacle au projet de la Société Générale de le faire déclarer en faillite par le Tribunal de Commerce de Mons (44).

IV. LE SURSIS

Se sentant en réelle difficulté, Isidore Warocqué sollicite donc, le 4 janvier 1832, un sursis à toutes poursuites de la part de ses créanciers. La grande majorité de ceux-ci appuient sa demande, car ils le considèrent comme un négociant respectable, victime sans doute des événements politiques de 1830, mais toujours digne de leur intérêt (45). La créance globale de ces personnes ne représente que quelque 2 millions de francs (46). La Société Générale, principal créancier de Warocqué, s'oppose, quant à elle, immédiatement au sursis provisoire. Elle possède un grief majeur : alors qu'elle est créancière de 8.692.546 frs 67, Warocqué ne la fait figurer dans le bilan joint à sa demande de sursis, que pour 1.972.486 frs 53, ayant omis d'y mentionner les dettes reconnues solidairement avec les concessionnaires de la Sambre, Hanonnet-Gendarme et Drapier (47).

La requête de Warocqué est renvoyée à l'avis de la Cour de Justice de Bruxelles qui accorde, le 11 janvier 1832, un sursis provisoire pour toute la durée de l'instruction (45). Par application de l'article 4 de l'arrêté du 25 novembre 1814, le sursis définitif ne peut, en effet, être accordé qu'avec l'assentiment des créanciers (48).

Warocqué tentera d'arrêter par transaction les poursuites portées par la Banque devant la Cour de Bruxelles et son opposition à l'arrêt de sursis. Par une convention du 6 février 1832 (45), il s'engage à remettre dans les 10 jours, à la Société Générale, un état détaillé et précis de ses affaires et à soumettre à son examen et

(44) AGR, SG, 2692 (Lettres de la Société Générale aux avocats Barbanson et Drugman, 23 janvier 1832, et lettre à l'avocat Picquet de Mons, 17 janvier 1832).

(45) AGR, SG, 2692.

(46) AGR, SG, 2694 (Lettre de la Société Générale au Ministre, s.d.).

(47) AGR, SG, 2694.

(48) *Pasinomie ou Collection complète des lois, décrets, arrêtés et règlements généraux qui peuvent être invoqués en Belgique*, 2e série, I, (1er janvier 1814-16 mars 1815), Bruxelles, 1837, p. 360.

contrôle, ses livres et écritures pour vérifier la sincérité des renseignements fournis. N'ayant demandé un sursis que dans le but de parvenir plus facilement et plus sûrement à une liquidation générale de ses affaires, il s'oblige formellement à prendre immédiatement et de concert avec la Société Générale les mesures nécessaires. Un plan des premières aliénations de ses biens sera remis dans les dix jours; les ventes de propriétés immobilières n'auront lieu qu'après estimations préalables agréées par la Banque et leur paiement se fera au Trésor de la Société dans l'intérêt de tous les créanciers de la masse. Il s'engage, enfin, à faire ultérieurement tout ce qui, dans le cours de la liquidation, sera reconnu par la Société Générale utile ou nécessaire pour en assurer le succès ou pour en accélérer la marche.

Sous le respect formel de ces conditions, la Banque ne donnera aucune suite à l'opposition et à la procédure pendante devant le tribunal de Bruxelles; faute de leur exécution loyale et complète, la transaction sera considérée comme non avenue.

Mise en possession des bilans de Warocqué pour les années 1830 et 1831, la Société Générale en confie l'étude à une Commission qui se livre à un examen minutieux et fait au Conseil Général de la Banque, le 16 mars 1832, un rapport très défavorable (49). Se plaçant en premier lieu "sur le plan moral", les membres de la Commission reprochent à Warocqué une conduite déloyale et de la mauvaise foi. En effet, alors qu'il se prétendait incapable de payer les intérêts de sa dette, il a au cours de l'année 1831, vendu à vil prix le meilleur de son portefeuille et de ses propriétés foncières. Faisant preuve de partialité dans la répartition de son avoir, il a payé quelque 2.900.000 frs à des créanciers préférés ou exigeants, alors que 230.000 francs seulement échéaient à la Banque (49). La Commission précise également qu'alors que le bilan présenté par Warocqué à l'appui de sa demande de sursis offrait un prétendu boni de 4.242.662 frs 78 (50), un examen lucide et scrupuleux conduit, au contraire, après réajustement de différents postes évalués très exagérément à un mali de 4.169.525 frs 43 (49). En reconnaissance des avantages et bienfaits dont il a depuis tant d'années bénéficié auprès de la Société Générale, Warocqué ne présente plus, pour liquidation de sa dette que des valeurs éventuelles comme les actions de la Société du Canal de la Sambre et celles de l'établissement de Hanonnet-Gendarme, ainsi que des créances apparemment en grande

(49) AGR, SG, 2692 et 2694.

(50) AGR, SG, 2698 (Tableaux complets de l'actif et du passif certifiés conformes par Isidore Warocqué le 4 janvier 1832).

partie douteuses. La Commission conclut que Warocqué se trouve réellement en dessous de ses affaires et que lui en laisser plus longtemps la gestion serait compromettre gravement les intérêts de la Banque. Il ne s'agit pas pour lui d'une impossibilité momentanée, mais bien absolue de faire face à ses obligations. Aussi, la Commission recommande-t-elle de s'opposer au sursis définitif sollicité par Warocqué. Etant donné toutefois les procès qui peuvent naître et surtout l'incertitude sur l'époque à laquelle une faillite pourrait être reculée au détriment des garanties possédées par la Société Générale, elle estime prudent de s'abstenir de le faire déclarer en faillite. Plus favorable lui paraît la nomination de Commissaires chargés d'opérer la liquidation de l'actif au mieux des intérêts des créanciers. Ce sont ces propositions que fait la Banque lors de la première assemblée générale des créanciers de Warocqué le 22 mars 1832 (45).

Isidore Warocqué va réagir promptement et répondre avec énergie aux imputations de dol et de fraude dirigées contre lui par la Banque (51). Il se plaint de la rigueur de celle-ci, alors qu'elle doit bien reconnaître que les principaux obligés au paiement des effets protestés se trouvent, sous l'influence des événements politiques, dans l'impossibilité "actuelle" d'y faire honneur. Il rappelle que la Banque a elle-même contribué, à sa gêne, par les sommes majeures qu'elle a fournies; sans ces avances, il ne serait pas à découvert des fortes créances qu'il ne peut recevoir et le reste de son avoir couvrirait et surpasserait son passif. Il s'étonne encore de la critique étrange et tardive de la Banque qui lui reproche de n'avoir pas fait bénéficier l'industrie de sa province des fonds lui avancés. Les affaires de la Canalisation de la Sambre offraient, lors de l'ouverture du crédit étendu qui lui a été octroyé, les plus belles perspectives; les établissements de Hanonnet-Gendarme ont une valeur notable. Les difficultés de ces firmes ne sont que momentanées et la Banque, par suite des sûretés diverses qui lui ont été fournies, sait qu'elle n'est exposée à aucune perte.

Warocqué, enfin, réfute les calculs "abstraites et hypothétiques" de la Banque et soutient que tous les chiffres fournis par lui ont été établis avec la plus scrupuleuse exactitude. Nulle dissipation, nul désordre ne peuvent lui être imputés. Son actif, apprécié avec justesse et modération, offre une valeur assez élevée pour établir la probabilité la plus forte qu'à l'aide du sursis demandé, il pourra payer

(51) AGR, SG, 2692 (Copie de la réplique de Warocqué, transmise le 24 avril 1832 au Gouverneur de la Société Générale, par Biargnies, fondé de pouvoirs de Warocqué).

entièrement ses créanciers. Il offre l'abandon de cet actif et en propose la réalisation et le recouvrement par des Commissaires du choix des créanciers. Il espère que la Banque, abandonnant sa position hostile, se joindra à la masse des autres créanciers restés convaincus de sa bonne foi et de sa loyauté. Ceux-ci proposent Huvelle-Col, négociant à Mons, comme Commissaire; les deux autres seront laissés au choix de la Banque si celle-ci renonce à son opposition.

Ayant des doutes sérieux sur la sincérité des promesses de son débiteur, la Société Générale maintient d'abord son opposition (52). Cédant ensuite aux sollicitations multiples de Warocqué et des autres créanciers dont certains vont même jusqu'à s'adresser directement au Roi le 10 avril 1832 (53), elle charge ses avocats conseil d'élaborer un projet contenant la régularisation des pouvoirs dont doivent être investis les Commissaires et la marche à suivre pour opérer la réalisation de l'actif et la liquidation du passif (54). Les avocats mettent au point les dispositions ci-après : la Commission, dont le siège sera établi à Bruxelles, se composera de trois membres dont deux seront choisis par la Société Générale et le troisième par les autres créanciers. Les Commissaires seront investis des pouvoirs les plus étendus leur permettant de faire tout ce que Warocqué eût pu faire lui-même s'il n'était dessaisi de l'administration de ses biens; toutes les décisions seront prises à la majorité des suffrages. Si, à l'expiration du sursis, les opérations de la Commission n'étaient pas terminées, ses pouvoirs lui sont, dès à présent, continués de commun accord jusqu'à la liquidation complète de toutes les affaires de Warocqué. Ce projet, on le voit, rend la Société Générale maîtresse de la liquidation.

Averti des conditions de la Banque, Warocqué n'y apporte aucune réponse. Entretemps, la Cour de Justice avait fait son rapport au Roi et émis l'avis que le sursis pourrait être accordé moyennant la création d'une Commission chargée de la liquidation, mais dont les pouvoirs n'étaient absolument pas précisés. Selon la Société Générale (52), Warocqué vit dans cette lacune une source de nouvelles lenteurs lui permettant de reculer l'époque de la réalisation de sa fortune et fit habilement remettre aux conseils de la Banque un contre-projet différant totalement des propositions qu'il

(52) AGR, SG, 2694 (Lettre de la Société Générale au Ministre de la Justice justifiant et retraçant l'histoire de son opposition au sursis, s.d.).

(53) Papiers Wins, 13 a (*La Commission de Liquidation des affaires de M. I. Warocqué, ancien banquier à Mons, à Messieurs les créanciers de cette maison*, Bruxelles, 25 avril 1834, circulaire no. 585, annexe no. 3, p. 24).

(54) AGR, SG, 2692 et 2694 (Lettre au Ministre de la Justice...).

avait faites précédemment. Les aliénations, transactions, liquidations seraient faites par lui, les Commissaires n'ayant qu'un droit d'intervention et d'assistance. Le siège des opérations resterait à Mons et ce serait de cette ville que Warocqué fournirait les renseignements aux Commissaires qui, de ce fait, n'auraient sous la main aucun des livres ou documents requis. Enfin, au lieu d'une reconduction tacite des pouvoirs de la Commission à l'issue du sursis, Warocqué propose la réunion des créanciers un mois avant cette date, réunion au cours de laquelle serait *éventuellement* décidée la continuation des travaux des Commissaires. Cette dernière clause ne garantissait nullement que la liquidation pourrait se terminer selon le mode établi, alors qu'il était plus qu'évident qu'elle ne pouvait être finie en un an (52).

La Société Générale durcit dans sa position; elle fait savoir au Ministre de la Justice (55) qu'elle ne consent à se désister de son opposition que si les conditions imposées par elle, et qui devront être transcrites textuellement dans l'arrêt octroyant le sursis, sont respectées de manière très stricte. Elle répète sa conviction que Warocqué n'est pas à la hauteur de ses affaires qui ne se réaliseront qu'avec au moins 30% de perte et qu'elle manquerait gravement à ses devoirs envers ses actionnaires si elle ne s'opposait pas de tout son pouvoir à une gestion aussi désastreuse. En 18 mois, le passif de Warocqué ne s'est trouvé diminué que de 1.119.831 frs 71 alors que 2.875.062 frs 70 ont disparu de son actif. Cette perte énorme n'est que le résultat d'aliénations à vil prix, de transactions onéreuses, d'opérations que rien ne justifie.

La Banque obtient satisfaction et, par un acte du 16 juin 1832, passé devant maître Berlemont, notaire à Mons, les pouvoirs de la Commission de Liquidation sont précisés de manière définitive (56), répondant exactement aux vœux de la Société Générale.

Celle-ci se désiste de son opposition et, par arrêté royal du 4 août 1832, Isidore Warocqué se voit accorder un sursis de 12 mois moyennant l'abandon de ses biens (56). Cette solution sembla préférable à une déclaration de faillite qui pouvait entraîner des frais considérables et apporter une déplorable perturbation dans beaucoup d'affaires de la ville de Mons et des environs.

Une Commission, composée de Jacques ENGLER (57), membre

(55) AGR, SG, 2692 (Lettre du 30 mai 1832) et 2694 (Lettre au Ministre de la Justice...).

(56) AGR, SG, 2692 (Copie de l'acte).

(57) Engler se récusera, étant pour une partie de la liquidation personnellement créancier de Warocqué, et sera remplacé, le 2 novembre 1832, par Drugman, avocat à Bruxelles et conseiller de la Société Générale (AGR, SG, 2692, extraits des procès-verbaux des séances de la Direction, 2.11.1832 et SG, 1672).

du Sénat, et de François-Lothaire RITTWEGER, tous deux directeurs de la Société Générale et domiciliés à Bruxelles, ainsi que d'Augustin-Pierre-Antoine LAUBRY, propriétaire demeurant également à Bruxelles, délégué par les autres créanciers, est chargée de l'apurement et de la liquidation de toutes les affaires de Warocqué (56).

Le bilan déposé le 25 août 1832 paraît très favorable : accusant un actif de 19.783.269,21 frs et un passif de 15.873.667,67 frs, il laisse une balance en faveur du débiteur de 3.909.601,54 frs (58).

Hélas, les Commissaires doivent bientôt reconnaître que les adversaires du sursis ont raison et qu'il ne s'agit que de réaliser les débris d'une fortune en apparence colossale (59). L'actif du bilan que Warocqué présente comme si rassurant pour la masse créancière s'évanouit au fur et à mesure qu'on l'inventorie. Les ordres qui commencent à s'ouvrir pour la distribution des prix de vente des propriétés immobilières ne tardent pas à faire connaître que Warocqué, avant d'avouer sa position critique, a, par des affectations hypothécaires et d'autres moyens analogues, étouffé les demandes exigeantes de plusieurs créanciers. Quant aux débiteurs de Warocqué, ils sont en faillite ou d'une solvabilité douteuse (60).

La masse créancière croit alors que le seul moyen d'obtenir la réparation de toutes les fautes commises à son préjudice est de faire déclarer la faillite, ce qui sera fait par un jugement du Tribunal de Commerce de Mons, le 1er juillet 1834 (61).

(58) Papiers Wins, 13 a, p. 2 et 13 d, pp. 1-2. Voir annexe no. 1.

(59) Papiers Wins, 13 a, p. 12.

(60) Papiers Wins, 13 d, p. 2.

(61) Papiers Wins, 13 c, p. 3.

V. LA DECLARATION DE FAILLITE (62)

Le Tribunal de Commerce de Mons prononce la faillite d'Isidore Warocqué, le 1er juillet 1834, à la requête de Jean-Philippe Berger, propriétaire à Roux, créancier d'une somme de 3.150 francs résultant d'un billet à ordre souscrit à son profit le 1er août 1831 et non payé à l'échéance le 1er août 1832 (63).

Les arguments du Tribunal sont les suivants : Warocqué a suspendu ses paiements depuis deux ans et plus et, déjà longtemps auparavant, beaucoup de jugements ont été obtenus contre lui; la gestion des Commissaires à la liquidation n'a produit aucun résultat utile à la masse créancière mais a, au contraire, fait concevoir des craintes sérieuses sur le sort des créanciers; il s'agit d'une déconfiture complète, le bilan présentant un immense déficit. La date d'ouverture de la faillite est fixée provisoirement au 30 novembre 1830, époque où se sont multipliés les protêts pour défaut de payer les obligations échues. Des scellés sont apposés sur les magasins, comptoirs, caisses, portefeuilles, registres, papiers, meubles et effets du failli, par les soins du juge commissaire, le banquier Hennekinne-Briard, et des agents provisoires de la faillite, les avocats Camille Wins et Florent Deharveng. Outre Hennekinne-Briard, déjà

(62) Sans doute peut-il être utile de rappeler succinctement quelques règles de droit relatives aux faillites.

L'époque de l'ouverture d'une faillite est fixée :

- par la retraite du débiteur;
- ou par la clôture de ses magasins;
- ou par la date de tous actes constatant le refus d'acquitter ou de payer des engagements de commerce.

Ces actes ne constatent toutefois l'ouverture de la faillite que lorsqu'il y a cessation de paiement ou déclaration du failli.

(Code de Commerce de 1807, 4e édit., Paris, 1808, art. 221, p. 119. A compter du jour de la faillite, le failli est dessaisi de plein droit de l'administration de ses biens (Code de Commerce, art. 442, p. 120).

Quant aux *actes passés par le failli*, plusieurs périodes sont à envisager :

- a) sont *nuls* de plein droit les actes posés postérieurement au jugement déclaratif de la faillite;
- b) sont *nuls ou susceptibles d'être annulés* tous les actes passés entre le jugement déclaratif et les 10 jours qui précèdent l'ouverture de la faillite;
- (c) les actes accomplis avant les 10 jours qui précèdent l'ouverture de la faillite sont *valables* (Code de Commerce, art. 443 à 447, p. 120).

Ces données permettent de saisir l'importance que peut revêtir l'établissement de l'époque de l'ouverture d'une faillite, lequel pose parfois des problèmes complexes rendant la tâche des tribunaux extrêmement ardue.

(63) AGR, SG, 2701 (Copie du jugement du Tribunal de Commerce de Mons du 1er juillet 1834).

cité, deux autres banquiers montois siégeaient au Tribunal de Commerce : Tercelin-Sigart et Legrand-Bachy. Warocqué, on le voit, était vraiment jugé par ses pairs.

A peine la sentence est-elle prononcée que Warocqué s'y oppose en faisant valoir une exception d'incompétence (64). Résidant depuis le sursis à Bruxelles, il prétend ne pouvoir être mis en faillite que par un jugement du Tribunal de Bruxelles. Il est débouté de cette singulière exception par un jugement du Tribunal de Mons du 24 juillet 1834, confirmé le 25 janvier 1835 par la Cour d'Appel de Bruxelles (65). Celle-ci déclare le Tribunal de Mons seul compétent, attendu que :

- Isidore Warocqué était domicilié à Mons lors de la demande de sursis de paiement;
- le siège de ses affaires commerciales a toujours été à Mons et c'est contre Warocqué "négociant" qu'a été demandée l'ouverture de la faillite;
- la déclaration de Warocqué de vouloir changer de domicile n'a rien changé aux droits de la masse créancière d'apurer la faillite dans l'endroit où la cessation de paiement s'est opérée et ce, "d'autant plus que Warocqué ne réside ni à Mons, ni à Bruxelles, mais à Dunkerque..."

Cet arrêt de la Cour d'Appel sera à son tour entériné par la Cour de Cassation le 8 février 1836 (66).

En agissant comme il le fait, Isidore Warocqué reconnaît implicitement qu'il est en état de faillite et son aveu est décrété par un jugement du Tribunal de Commerce de Mons du 22 mai 1835 (67).

La faillite est ainsi légalement déclarée; la mission des agents prend fin et des Syndics provisoires sont nommés : Henri Delvaux, banquier, Joseph Aulit, employé, et Charles Delecourt, avocat, tous trois de Mons. Leur mission sera multiple : notifier au failli l'arrêt de la Cour d'Appel sur la compétence du tribunal; dresser l'inventaire de la faillite; établir la liste des créanciers afin d'arriver promptement à la formation d'un concordat (68) ou d'un contrat d'union (69) et à la

(64) Papiers Wins, 13 c, p. 3 et 13 d, p. 3.

(65) *Pasicrisie, Jurisprudence belge. Cours d'appel 1835-1836*, pp. 34-35.

(66) *Pasicrisie... Cour de cassation 1832-1836*, pp. 186-188.

(67) Papiers Wins, 13 c, p. 3 et 13 d, p. 5.

(68) Accord entre un commerçant en état de cessation de paiement et ses créanciers pour lui permettre, grâce à certaines concessions, de rester à la tête de son exploitation commerciale (*Code de commerce*, art. 519 à 526).

(69) S'il n'intervient point de traité, les créanciers forment un contrat d'union et l'on procède à la liquidation de la faillite (*ibidem*, art. 527 à 531).

nomination des Syndics définitifs, mandataires des créanciers reconnus et véritables liquidateurs de la faillite; fixer, enfin, la date d'ouverture de la faillite.

Le 8 avril 1835, ils signifient à Warocqué l'arrêt de la Cour d'Appel et se voient répondre le 16 mai par un pourvoi en cassation, pour lequel le failli est débouté le 8 février 1836 (70).

L'inventaire appelle également immédiatement l'attention des Syndics provisoires. Les registres, pièces, titres et lettres à analyser et à classer couvrent une période d'affaires de quarante ans environ. A cette opération difficile en soi, s'ajoute le mauvais vouloir de ceux auxquels la gestion des affaires de Warocqué avait été confiée. C'est le commencement d'une lutte judiciaire ininterrompue menée contre la faillite (71). Les Commissaires liquidateurs s'opposent à l'enlèvement des livres et papiers de leur administration et il faut recourir à la voie du référé par devant le Tribunal civil de Bruxelles; l'ordonnance du Président de ce tribunal ayant été contraire aux prétentions des Syndics provisoires, ceux-ci en appellent devant la Cour qui ordonne par un arrêt du 25 juillet 1835, que tous les papiers de la Commission de Liquidation seront mis en possession des syndics et inventoriés par eux (72). Commencé le 29 avril 1835, l'inventaire est clos le 12 février 1836; le bilan de faillite immédiatement établi par les Syndics est déposé au greffe du Tribunal le 17 février 1836. Le 12 mars suivant, les Syndics appellent les créanciers compris dans le bilan à la vérification et à l'affirmation de leurs créances. Cette opération commence le 13 mai 1836 (73). Dès que cette longue formalité est terminée, les créanciers sont convoqués pour procéder à la nomination des Syndics définitifs et régler certains points de nature à faciliter la gestion de ces derniers.

(70) Papiers Wins, 13 d, p. 5.

(71) Ibidem, p. 3.

(72) On trouve dans les archives de la Société Générale des dates qui diffèrent de celles citées par Harmignie : un exploit du 16 mai 1836 assigne les Commissaires à la liquidation devant le Tribunal de Commerce de Mons qui les condamne à remettre le compte de liquidation dans un délai déterminé aux Syndics. Le 5 juillet 1836, les Commissaires demandent au Tribunal de Mons de se déclarer incompetent et le renvoi de la cause à Bruxelles. Le Tribunal de Mons ayant refusé, ils interjettent appel; cet appel sera rejeté le 23 août 1836 par la Chambre des vacations (AGR, SG, 2701 : copies des jugements).

Un autre différend opposera encore ultérieurement les Commissaires à la liquidation aux Syndics définitifs de la faillite, lesquels reprochent aux Commissaires d'avoir soustrait ou altéré certains documents (Jugement du Tribunal de Mons du 13 février 1838 condamnant les Commissaires à déposer les documents; appel des Commissaires rejeté le 27 juin 1838 par la Cour d'appel, 3e Chambre (AGR, SG, 2701, copie des jugements).

(73) Papiers Wins, 13 d, p. 4.

On décide que les sommes qui proviendront des rentrées à effectuer seront placées au mieux des intérêts de la masse, soit à la Société Générale, soit à la Banque de Belgique, et que les Syndics seront autorisés à laisser une encaisse jusqu'à concurrence de 30.000 francs dans la Banque de Delvaux-Willame, à Mons, Henri Delvaux étant nommé Syndic définitif conjointement avec l'avocat Charles Delecourt. En outre, les Syndics ne devront point se conformer à toutes les prescriptions légales pour transiger au nom de la masse et il suffira pour rendre leurs transactions valables de les faire approuver par un comité de juriconsultes; ce comité, composé des avocats Claus, Harmignie, Le Tellier, Masquelier et Wins, forme en même temps le Conseil ordinaire de la faillite. On prévoit enfin qu'un dividende sera payé aux créanciers sitôt que l'encaisse permettra de donner 5% (73).

Telles sont esquissées à grands traits les premières opérations de la liquidation. Des difficultés et obstacles de toutes natures continuent toutefois à entraver la tâche des Syndics; le problème le plus épineux et le plus urgent reste en suspens: la fixation de l'époque d'ouverture de la faillite, point dont dépend tout le sort de la liquidation.

VI. LA DATE D'OUVERTURE DE LA FAILLITE

La procédure de fixation de l'ouverture de la faillite de Warocqué a fait l'objet d'une série de décisions contradictoires émanant de différentes instances judiciaires.

On sait que le jugement du Tribunal de Commerce de Mons qui fixe provisoirement la faillite au 30 novembre 1830 a fait l'objet d'une opposition de la part du failli qui demande qu'elle soit ouverte au 4 août 1833, date d'expiration du sursis, ou subsidiairement au 27 décembre 1831 (74). Si tel est le cas, tout l'avoir certain du failli va se trouver absorbé par des actes de disposition antérieurs à cette époque et qui vont ainsi se trouver validés au grand détriment de la masse créancière. Par contre, si les Syndics parviennent à maintenir l'ouverture de la faillite au 30 novembre 1830, toutes les hypothèques, tous les gages donnés sont annulés ou susceptibles de l'être; des valeurs considérables peuvent être rapportées à la masse et réparties également entre tous les créanciers. L'extrême importance de cette question engage les Syndics, à s'entourer de toutes les lumières, à faire des recherches considérables, à attendre la

(74) Papiers Wins, 13 c, p. 3 et 13 d, p. 6.

confection d'une partie de l'inventaire afin d'emporter une décision qui leur soit favorable; ce n'est donc que le 25 août 1835 qu'ils sont prêts à plaider la cause.

Warocqué n'est pas le seul à s'opposer à la sentence du Tribunal de Commerce de Mons et ainsi, aux Syndics, partisans de la décision prise par ce tribunal. Certains créanciers du failli se montrent également hostiles à la fixation de l'ouverture de la faillite au 30 novembre 1830; il s'agit surtout du ministre des Finances, le libéral d'Huart (75), et ultérieurement de la Société Générale elle-même.

Cette dernière a, dès la promulgation du jugement du 1er juillet 1834, posé à son Conseil du Contentieux un certain nombre de questions au sujet des incidences possibles de la rétroactivité de la faillite :

- comme il est notoire, que dans les derniers temps qui ont précédé le dérangement de ses affaires, Warocqué a fait des dispositions favorables à certains créanciers et nuisibles à la masse dans laquelle la Société Générale se trouve comprise, l'ouverture de la faillite au 30 novembre 1830 atteint-elle ces dispositions (?) et, dans l'affirmative, la Banque n'a-t-elle pas intérêt à leur annulation même s'il en résulte que les actes passés envers elle sont également frappés de nullité ?
- dans le cas où des dispositions de Warocqué sont antérieures au 30 novembre 1830, est-il possible de faire reporter la faillite à une date plus ancienne encore, par exemple en août 1830, de façon à annuler toutes les opérations et à placer tous les créanciers dans une situation égale ?
- dans le cas, enfin, où les dispositions nuisibles aux intérêts de la Banque ne sont pas annulables et si, au contraire, les actes passés avec celle-ci doivent être atteints par la déclaration de faillite, la Société Générale ne doit-elle pas faire opposition au jugement du Tribunal de Mons ? (76)

La Banque fait également remarquer à ses Conseils que la faillite a été reportée au 30 novembre 1830, à la demande d'un créancier dont le titre porte la date du 1er août 1831 et dont l'échéance était au 1er août 1832.

Les avocats de la Société Générale se livrent à un examen des plus minutieux, envisageant toutes les éventualités. Leur rapport reflète une certaine indécision. La position à adopter par la Banque dépend du résultat qu'aura pour elle la fixation définitive de la

(75) Papiers Wins, 13 d, p. 5.

(76) AGR, SG, 2701 (Lettre du 10 juillet 1834, no. 1489) et SG 2694.

faillite de Warocqué à l'une ou l'autre époque.

Si l'ouverture reste fixée au 30 novembre 1830, la Société Générale *perdra* (77) :

1. francs	32.472,70	Collocation utile sur le prix du bois d'Hez (78)
2. francs	1.300.000,-	Gage donné sur 1.300 actions de Couvin par acte du 4 février 1831.
3. francs	700.000,-	Gage sur 700 actions de Couvin par acte du 26 mars 1831 (79)
4. francs	87.000,-	Prix de vente de 70 actions de la Société Générale, non compris les intérêts et dividendes perçus depuis
	<u>francs 2.119.472,70</u>	

1831 pour le cas où il serait décidé conformément à l'opinion consacrée par plusieurs arrêts des Cours d'Appel de France et de Belgique et, malgré la jurisprudence adoptée par la Cour de Cassation de Bruxelles, que le dessaisissement du failli porte sur *tous effets* du jour même de l'ouverture de la faillite et qu'il a pour résultat d'annuler non seulement les hypothèques données, les gages consentis et le paiement effectué de dettes non échues, mais encore les ventes à titre onéreux faites par le failli dans l'intervalle entre l'ouverture et la date du jugement qui prononce la faillite *ou même* s'il était décidé qu'en acceptant la cession de ces actions par Warocqué, la Société Générale connaissait son état d'insolvabilité et que ce paiement lui était fait au préjudice des autres créanciers.

Comme les gages donnés sur les actions de la Sambre ont été consentis pour une dette de la Société de la Canalisation de la Sambre, ce que la Société Générale a reçu ou doit recevoir à la suite de la transaction avec le Gouvernement paraît à l'abri de toute réclamation de la part des syndics qui n'annoncent aucune intention

(77) AGR, SG, 2694 et 2698.

(78) La plupart des propriétés immobilières de Warocqué, acquises des frères Doods, n'étaient pas entièrement payées et étaient grevées d'une inscription hypothécaire de premier rang au profit du Syndicat d'Amortissement (pour ce qui concerne la création et la mission de cet organisme, cf R. DEMOULIN, *Guillaume Ier...*, pp. 35-36). Aussi, les Commissaires à la liquidation avaient-ils pris la décision de tenir, pour chaque immeuble, un compte séparé afin de distinguer, dans le produit des aliénations, les sommes qui devaient servir à solder la dette envers le Syndicat et celles qui peuvent être distribuées à la masse créancière d'après les ordres de collocation (AGR, SG, 2698, document no. 1410 du 21 juin 1833).

(79) En réalité, Warocqué avait remis en gage 2.010 titres et non 2.000 (se reporter à la page 438).

hostile à cet égard.

Par contre, si l'ouverture de la faillite reste fixée à cette même date, du 30 novembre 1830 et si les Syndics parviennent à faire annuler tout ce qui a été fait depuis lors (ventes faites, paiements effectués...), les sommes suivantes rentreront dans la masse à partager entre les créanciers chirographaires :

1. Réalisations faites par Warocqué et dont le prix a servi à couvrir les acquéreurs de leur créance	francs	1.437.198,- (80)
2. Excédent du prix des ventes faites par la Commission de liquidation sur les collocations du Syndicat d'Amortissement	francs	474.316,97 (80)
3. Paiements faits à divers	francs	300.000,-
4. Les 2000 actions de la Société de Couvin	francs	2.000.000,-
5. Le prix des 70 actions de la Société Générale	francs	87.000,-
	francs	<u>4.298.514,97</u>

De cette somme, 2/5 approximativement doivent revenir à la Société Générale, de sorte qu'elle obtiendrait, dans cette hypothèse, à peu près autant que si elle conservait tous les gages et hypothèques.

Les avocats avouent leur incertitude sur deux points. Tout d'abord, il leur est impossible d'assigner une valeur aux actions de Couvin. Si, comme on paraît le craindre, le gage sur ces actions se réduisait à zéro, la perte de la Banque serait ramenée à seulement environ 119.000 frs. Elle aurait alors grand intérêt à préférer la date du 30 novembre 1830. Autre source d'incertitude, celle de la jurisprudence belge sur les effets du dessaisissement en matière de faillite et sur l'époque à laquelle il opère. En effet, si la jurisprudence de la Cour de Cassation prévalait, il semble peu probable que l'on puisse revenir sur les ventes faites et les paiements effectués entre novembre 1830 et le jugement déclaratif, sauf preuve qu'ils ont été faits en fraude des droits des créanciers. Dans cette hypothèse, ne rentreraient dans la masse que :

1. Le montant des gages, collocations et ventes au profit de la Société Générale.	francs	2.119.472,70
2. Le surplus des ventes sur les collocations du Syndicat, déduction faite de la somme de 32.472,70 comprise au 1. (Bois d'Hez)	francs	441.844,27
	francs	<u>2.561.316,97</u>

La Société Générale aurait dans ce cas intérêt à voir reporter la faillite à une époque qui laisse intacts les gages, hypothèques et ventes faits tant à son profit qu'à celui de plusieurs autres créanciers,

sauf dans l'éventualité d'une perte totale sur les actions de Couvin. Dernier élément, les Syndics prétendent que les ventes faites par Warocqué et par la Commission de Liquidation l'ont été à vil prix et qu'ils ont l'intention de revenir sur ces ventes; mais cela est trop incertain pour être pris en considération.

Devant tous ces problèmes, les avocats jugent que le plus sage est de conserver les gages obtenus et d'agir afin de demander le report de l'ouverture de la faillite à une date ultérieure au 30 novembre 1830. La Banque en serait, de toute manière, au même point en cas d'échec, c'est-à-dire si la faillite restée fixée à cette date. Ces arguments vont décider la Société Générale à s'opposer également au jugement du Tribunal de Commerce de Mons (81).

L'argumentation des opposants repose sur les points suivants : Warocqué n'étant que l'endosseur des effets protestés en 1830, il n'y a pas à l'époque, de sa part, de refus direct et personnel d'acquitter des effets de commerce; la preuve en est que pour la plus grande partie de ces effets, des renouvellements ont été acceptés. Même si quelques jugements ont été pris à sa charge, avant décembre 1831, ces instances restèrent en suspens (82) et ce n'est que le 27 décembre 1831, qu'éclate notoirement et véritablement l'état de faillite. Depuis novembre 1830, Warocqué a réalisé des opérations de toute nature au nombre de quelque 3.200 et la continuation de la confiance dont il a joui est constatée solennellement par le concours des créanciers lors de la demande de sursis.

Nul ne peut revenir sur son propre fait, et il serait inouï que la justice accueille la plainte de créanciers qui, en 1832, disaient que leur débiteur avait un actif suffisant et, en 1836, soutiennent qu'il était notoire qu'il était non seulement en faillite, mais avait perdu tout crédit et toute confiance dès novembre 1830 (83). Il n'y a eu, avant le 4 janvier 1832, date de la demande de sursis, ni cessation de paiement, ni clôture des bureaux et magasins, ni retraite du failli. D'ailleurs, le créancier Berger qui a pris l'initiative de provoquer la faillite demande qu'elle soit ouverte à l'expiration du sursis.

Mis en présence de tous les éléments favorables aux deux thèses, le Tribunal de Commerce de Mons après de longs débats

(81) AGR, SG, 2698 (Lettre no. 2481 du 14 septembre 1836 à Drugman et lettre no. 2840 du 24 octobre 1836 à Drugman et Barbanson, tous deux avocats à Bruxelles).

(82) AGR, SG, 2694 : il y est question des demandes réitérées de tous les avocats du barreau de Mons pour obtenir des remises dans toutes les causes intentées contre Warocqué et du refus du Tribunal de prononcer les jugements réclamés.

(83) AGR, SG, 2701 (*Conclusions pour la Société Générale...*, p. 7).

contradictoires couronne, le 3 mai 1836, les efforts des Syndics définitifs en maintenant l'ouverture de la faillite au 30 novembre 1830.

L'exposé des motifs précise que : "Le mauvais état des affaires de Warocqué s'est manifesté dès octobre-novembre 1830; au 30 novembre, 327 lettres de change ou billets à ordre revêtus de sa signature avaient déjà été protestés (84); à la même époque, des instances en paiement de lettres de change ont été portées contre lui au Tribunal de Commerce de Mons et devant d'autres tribunaux. Ces documents, ainsi que des inscriptions hypothécaires, prouvent qu'à l'époque, Isidore Warocqué *était en défaut de payer une somme de 2,5 millions de francs approximativement*. Les effets sont des engagements de commerce d'Isidore Warocqué quoique la plupart portent des signatures antérieures à la sienne "parce que ces signatures antérieures ne sont apposées sur ces effets que pour la forme, ce qui était de notoriété, spécialement parmi le monde commercial et les banquiers; et ce qui le prouve, c'est qu'il a été exercé peu d'actions judiciaires contre les autres signataires, ... que c'est Warocqué seul qui a répondu aux assignations sans exercer aucun recours contre les signataires antérieurs; ce qui le prouve encore, c'est que dans l'inventaire fait chez lui judiciairement par les syndics, on trouva un *grand nombre d'effets en blanc* et pour plus de la somme de 90.000 francs, revêtus des signatures des mêmes personnes, qu'il avait la facilité de se procurer à volonté; en sorte que Warocqué était maître de se créer sous leurs noms des valeurs pour une somme énorme et n'en était pas moins le seul débiteur;..." (85). Les affaires d'Isidore Warocqué ne se sont pas améliorées par la suite. Le nombre des refus de paiements constatés par des actes publics entre le 30 novembre 1830 et le 31 décembre 1831 se chiffrera à plus de 1.000, représentant 10.456.640,88 frs, alors que 214.758,54 frs seulement seront remboursés sur le total des effets protestés (84). D'ailleurs, après avoir cessé toutes opérations commerciales, le banquier s'est borné à opérer la liquidation de ses affaires, cherchant à apaiser ses créanciers les plus exigeants, "leur consentant des hypothèques, vendant à un grand nombre d'entr'eux ses propriétés en admettant en paiement du prix de ces ventes, et pour valeur nominale, des créances qui, par suite de la faillite auraient dû être réduites au marc le franc et en proportion de l'immense déficit qu'il s'est manifesté depuis..." (85).

Isidore Warocqué ne s'avoue pas battu. Le jugement du Tribunal

(84) Papiers Wins, 13 c, annexes.

(85) *Pasicrisie... Cours d'appel 1837-1838*, p. 179; Papiers Wins, 13 c, p. 5.

de Commerce de Mons sera frappé d'appel tant par le failli que par les opposants. Dans le courant des débats, la Société Générale toutefois se désistera. Deux raisons peuvent expliquer ce revirement.

Tout d'abord, le 21 mars 1838, intervient entre la Société Générale et la masse créancière (86) une transaction aux termes de laquelle le montant de la créance de la Banque, tel qu'il a été déterminé par elle lors de la vérification des créances est définitivement admis. Les créanciers ne contesteront, après le maintien de la faillite au 30 novembre 1830, que la validité des hypothèques et gages consentis depuis cette date à la Société Générale; par contre, ils reconnaissent et ratifient les paiements faits en vertu de transaction par Carion-Delmotte (87), ainsi que les paiements faits et à faire par le Gouvernement pour les Concessionnaires de la Sambre, en vertu des conventions arrêtées avec lui. La procédure en restitution de 70 actions de la Société Générale cédées par Warocqué à cette dernière ne sera reprise ou continuée par la masse créancière qu'après que les syndics auront fait rentrer à l'actif au moins le triple de la valeur de ces actions par suite de l'annulation à obtenir en justice des ventes ou paiements en nature consentis par le failli depuis le 30 novembre 1830 (88).

Une lettre en date du 18 mai 1838 adressée par Picquet, avocat montois défendant auprès du Tribunal de Mons les intérêts de la Banque, à Barbanson, avocat conseil de la Société Générale à Bruxelles, révèle le second motif du changement d'attitude de celle-ci (88). Le résultat de la vente des établissements de Couvin prouve que le gage obtenu par la Banque pour une valeur de plus de 2 millions de francs sur les actions de la Société des Hauts Fourneaux et Forges de Hanonnet-Gendarme, se réduit à zéro. Il n'y a donc plus de raison pour la Société Générale de s'opposer à ce que l'ouverture de la faillite reste fixée au 30 novembre 1830. Elle a, au contraire, intérêt à ce qu'elle soit arrêtée à cette date car, créancière chirographaire de plus du tiers du passif de la faillite, elle viendra partager dans cette proportion toutes les sommes qui rentreront dans la masse par l'annulation des hypothèques et gages consentis dans l'intervalle, jusqu'au 1er juillet 1834.

L'opposition du plus gros créancier de Warocqué étant levée le

(86) AGR, SG, 2701.

(87) AGR, SG, 1775 : le 16 décembre 1835, François Carion-Delmotte abandonne à la Société Générale 75% de tout ce qui doit lui revenir du Gouvernement à raison des 26 actions du Canal de la Sambre qu'il a acquises de feu son frère Charles Carion et autorise les liquidateurs de la Société à en verser le montant à la Banque.

(88) AGR, SG, 2698.

25 mai 1838 (88), les choses semblaient grandement facilitées pour les Syndics de la faillite.

Il ne reste désormais plus qu'un seul opposant en la personne du Ministre des Finances, lequel a fait instruire la cause avec toute l'exactitude et le soin qu'elle nécessite, fait vérifier dans tous les détails le travail des Syndics, envoyé à Mons deux employés de la Trésorerie nationale pour contrôler la comptabilité du failli et les états de situation dressés par les Syndics.

Deux raisons poussent le Gouvernement belge à se préoccuper de la faillite d'Isidore Warocqué.

Le 17 octobre 1830, voulant obvier à toute interruption dans la marche régulière de l'Administration des Domaines, dépendant du Syndicat d'Amortissement établi à Amsterdam, lequel avait cessé tout rapport financier avec la Belgique, le Gouvernement provisoire avait placé dans les attributions du Commissaire-Général des Finances, l'Administration des domaines et autres branches ressortant des tâches du Syndicat (89). Le Gouvernement belge devait donc au premier chef veiller au recouvrement des sommes restant dues au Syndicat d'Amortissement sur les biens immobiliers de Warocqué. Il pouvait avoir sur ce point, tous ses apaisements, les hypothèques consenties au profit du Syndicat étant toutes largement antérieures à 1830 (90).

Un motif beaucoup plus impérieux incite encore le Ministre à poursuivre la lutte après le désistement de la Société Générale (91). Le 23 décembre 1830, Isidore Warocqué a reçu du Gouvernement provisoire un prêt de 300.000 florins des Pays-Bas, en fonds publics de rentes remboursables, connus sous la dénomination de domaniale losrenten au pair. Il s'est engagé à rembourser ladite somme en espèces métalliques coursables, dans le délai d'un an, et à payer au Gouvernement, à l'expiration de ce terme, l'intérêt à 5% payable en numéraire avec stipulation que si le remboursement du capital souffre quelque retard, il continuera à être productif d'intérêts au

(89) *Bulletin des arrêtés et actes du Gouvernement provisoire de la Belgique*, 1830, nos. 1 à 40, arrêté du 17 octobre 1830.

(90) La plupart datent de 1825 et 1826, certaines de 1827 et 1828, mais toutes sont inattaquables (AGR, SG, 2700 : extraits des procès-verbaux d'adjudication définitive des biens de Warocqué).

(91) AGR, SG, 2698 (Lettre de l'avocat Barbanson à la Société Générale, du 16 mai 1839, no. 2316).

même taux (92). En garantie, Warocqué a affecté tous ses biens meubles et immeubles généralement quelconques présents et futurs et a hypothéqué spécialement les biens cités en annexe (93). Toutes ces hypothèques, prises le 23 décembre 1830, pour une somme de 330.000 florins (300.000 florins en principal et 30.000 florins en intérêts et accessoires), et ayant fait l'objet d'inscriptions dans la première quinzaine de janvier 1831 (90), étaient postérieures à la date d'ouverture de la faillite, fixée au 30 novembre 1830 par le Tribunal de Mons, et de ce fait, annulables.

Tout laisse présumer que l'action menée par le Gouvernement belge exerça une influence profonde sur la décision de la Cour d'Appel. Celle-ci prendra, en effet, le 27 juin 1838, une décision qui peut paraître assez stupéfiante, celle de fixer définitivement la date de l'ouverture de la faillite de Warocqué au 27 décembre 1831 (94).

Reprenant en partie l'argumentation des opposants, la Cour motive sa sentence comme suit :

“Isidore Warocqué, chef d'une maison de banque considérable, s'était dès 1827, engagé dans des entreprises importantes, hasardeuses par elles-mêmes et qui parurent gravement compromises par les événements politiques de 1830; à *partir de juillet 1830*, un grand nombre d'effets sur lesquels Warocqué figurait comme *endosseur* furent protestés à la charge de Hanonnet-Gendarme, Lebon, Drapier

(92) AGR, Archives notariales de la Province de Brabant, Bruxelles, 1930, vol. 13, n^{os} 136 à 270 : Minutes du Notaire Jean-Antoine THOMAS de Bruxelles, no. 268. Le contrat de prêt précise qu'il a été octroyé par Coghen, Administrateur des Finances, autorisé à cet effet par un arrêté du Gouvernement provisoire du 8 du courant, soit du 8 décembre 1830. Toutes les recherches pour retrouver cet arrêté parmi les décisions du Gouvernement provisoire sont restées restées infructueuses. Un arrêté du 16 décembre 1830 institue une Commission Centrale d'Industrie, de Commerce et d'Agriculture, chargée de rechercher les moyens les plus propres à rendre de l'activité aux fabriques en souffrance et à donner du travail à la classe ouvrière. (*Bulletin des arrêtés et actes...*, 1830, no. 26, pp. 655-656). Deux documents trouvés dans les archives de l'Enregistrement permettent de supposer qu'il s'agit bien de la disposition recherchée et que l'avance de 300.000 florins a été accordée à Isidore Warocqué par ce Fonds de l'Industrie. (AEM, Enregistrement, Mons IV, carton, 37, no. 7 de l'Inventaire, no. 23 du sommier des produits divers : lettres adressées par le Directeur de l'Enregistrement et du Domaine à De Bousies, receveur du Domaine à Mons, les 29 mars 1831 et 27 octobre 1836). Si cette hypothèse s'avère exacte, Warocqué aura bénéficié des 3/5 des fonds mis initialement à la disposition de la Commission.

(93) Voir annexe no. 2.

(94) Papiers Wins, 13 c, p. 38 : les avocats ayant rédigé le *Mémoire pour les syndics...* estimaient que la fixation de l'ouverture de la faillite à une date autre que le 30 novembre 1830 serait tout à fait "arbitraire".

et autres accepteurs, la plupart propriétaires ou commissionnaires des entreprises dans lesquelles s'était intéressé Warocqué [...]; on ne peut considérer les 327 protêts existant à la date du 30 novembre 1830 comme des refus de paiement de Warocqué; même s'il serait vrai que quelques-unes des acceptations protestées ne fussent que de complaisance ou de pure forme, ces actes auxquels il est resté ostensiblement étranger ne constituent *pas* de sa part un *refus direct et personnel d'acquiescement d'effets de commerce* [...]; d'ailleurs, pour la très grande partie de ces effets, *des renouvellements furent volontairement acceptés* sans qu'aucune poursuite soit exercée contre Warocqué [...];

Les 327 protêts étant écartés comme refus de paiement dans le chef de Warocqué, aucun élément ne permet d'établir la cessation de paiement au 30 novembre 1830, et de fixer, à cette époque, l'ouverture de la faillite [...]. Avant le mois de décembre 1831, quelques jugements furent, à la vérité, pris à charge de Warocqué devant d'autres tribunaux que celui de Mons, mais toujours les instances portées devant ce tribunal demeurèrent en suspens jusqu'à cette époque; c'est à la date du 27 décembre 1831 seulement que plusieurs créanciers prirent jugement à sa charge pour plus de 225.000 frs; *alors seulement éclata véritablement et notoirement l'état de faillite* [...] (95).

Il convient de rappeler que les événements se situent à un moment conjoncturellement défavorable. L'Angleterre et la France avaient connu en 1836 une crise financière qui n'avait provoqué qu'un ralentissement modéré à la Bourse de Bruxelles. Alors que la situation semblait s'assainir dans ces deux pays, l'atmosphère se dégrada brusquement en Belgique. La cause était apparemment l'acceptation par Guillaume Ier du Traité des XXIV articles peu favorable à notre pays. Une crise grave, à la fois politique et économique, s'ensuivit qui devait amener la suspension des paiements de l'une des principales institutions financières belges, la Banque de Belgique, rivale de la Société Générale (96).

En cette période de resserrement général du crédit, le Gouvernement, placé dans une position extrêmement délicate, ne pouvait négliger une occasion importante de faire rentrer dans ses caisses des deniers précieux.

(95) *Pasicrisie... Cours d'appel 1837-1838*, pp. 181-182.

(96) B.S. CHLEPNER, *La banque...*, pp. 151 à 172.

Une autre hypothèse, plus hardie sans doute, se présente à l'esprit, celle d'une intervention occulte de la famille Warocqué. On sait que Nicolas Warocqué s'est trouvé financièrement mêlé à la faillite de son frère et y perdit des sommes importantes (97). Aussi peut-on se demander si son fils Abel, devenu bourgmestre de Morlanwelz en 1836 et très bien en Cour (il aura l'honneur de recevoir Léopold Ier à Mariemont en 1839 et 1856) (98), n'essaya pas de faire agir ses relations pour emporter une décision favorable aux intérêts familiaux.

Les Syndics, soucieux de la conservation, dans l'intérêt de tous, du gage commun des créanciers, ne peuvent s'incliner devant l'arrêt de la Cour d'Appel. En effet, entre le 30 novembre 1830 et le 27 décembre 1831, l'immense avoir immobilier de Warocqué avait été affecté en hypothèques au profit d'une fraction favorisée de créanciers. Ils décident d'en déférer à la haute censure de la Cour de Cassation. Il n'appartient cependant pas à la Cour régulatrice de redresser les erreurs d'une juridiction inférieure quand *ces erreurs ne résident que dans les faits* et la Cour de Cassation, le 13 août 1839, doit maintenir l'arrêt de la Cour d'Appel :

"Il est des erreurs judiciaires en fait, il en est d'autres en droit [...]; quelques graves que puissent être les erreurs du juge du fond, dans l'appréciation des circonstances de la cause, il ne peut appartenir à la Cour de casser la décision du juge d'Appel" (99).

Fixant l'ouverture de la faillite au 27 décembre 1831, l'arrêt de la Cour d'Appel valide toutes les transactions onéreuses effectuées par Warocqué au profit de certains créanciers.

Le Gouvernement belge conserve les hypothèques qui lui ont été consenties par le failli.

La Société Générale, quant à elle, a tout lieu d'être satisfaite. Non seulement, elle garde le bénéfice de la transaction avec les Syndics définitifs de la faillite, mais encore la décision de la Cour met à l'abri de toute atteinte les gages détenus par elle.

La masse des créanciers chirographaires a bien moins de raisons de se réjouir; la fixation de l'ouverture de la faillite fin 1831 va avoir

(97) M. VAN DEN EYNDE et R. DARQUENNE, dans *Les débuts de la Société de Mariemont...* citent quelques chiffres très significatifs : Nicolas Warocqué a donné en faveur de son frère des garanties pour des sommes immenses dépassant un demi million (lettre du 16 janvier 1836), p. 55, note 1; il paie au Domaine une somme de 170.000 frs restant due sur le Bois d'Hellebecq (pp. 59 et 60, note 2); en 1837, paiement de 352.000 frs à Serret de Valenciennes et de 12.000 frs au Charbonnage de Sars-Longchamps (ibidem).

(98) M. VAN DEN EYNDE, *Raoul Warocqué, seigneur...*, p. 14.

(99) *Pasicrisie... Cour de Cassation 1839-1840*, pp. 166 à 177.

pour elle des conséquences désastreuses comme en témoigne l'étude comptable qui suit.

VII. LA COMPTABILITE DE WAROCQUE

L'existence de données comptables détaillées pour trois époques différentes permet de retracer l'évolution de chaque poste de l'actif de Warocqué au 25 août 1832, date à laquelle fut arrêté le bilan après l'octroi du sursis, au 15 avril 1834, dépôt du rapport des Commissaires liquidateurs, et au 15 février 1849, lorsque Albert Harmignie, Syndic définitif de la faillite, fait pour les créanciers le point de la situation.

Ces données seront exploitées de manière approfondie dans un travail d'ensemble sur les banques hennuyères.

Un examen superficiel du bilan dressé en août 1832 laissait présager que la liquidation des affaires d'Isidore Warocqué se réaliserait sous les meilleurs auspices, la balance en faveur du débiteur étant de plus de 3.900.000 frs (100).

Le rapport que feront les Commissaires liquidateurs, au terme de leur mission, reflètera cependant la déception et le pessimisme les plus complets.

La majeure partie des biens immeubles consistent en forêts aliénées par le Syndicat d'Amortissement aux frères Dooms, distillateurs de Lessines, et rétrocédées à Warocqué par les acquéreurs primitifs. Comme les relations du failli avec Hanonnet-Gendarme, cette cession offre un exemple parfait de ces opérations hasardeuses dans lesquelles Isidore Warocqué se laissait facilement entraîner. S'étant engagé avec les Dooms dans des spéculations considérables sur les propriétés foncières, Warocqué se trouve bientôt à découvert, en 1825-26, de plusieurs millions. Incapables de payer et menacés de poursuites, les Dooms lui proposent, en 1827, en remboursement de sa créance, une grande partie des bois achetés par eux au Domaine pour une valeur de 5 millions et demi de frs; ils exigent en outre le bénéfice énorme de 56%. Aussi inconcevable que cela puisse paraître, Warocqué accepte cet achat malheureux et très onéreux qui le prive de quelque 8 millions, sur lesquels il ne peut espérer que 2 à 3% au plus d'intérêt (101).

Portées au bilan pour leur valeur d'acquisition, ces propriétés n'ont pu être réalisées, par vente publique, que pour la somme globale de

(100) Voir annexe no. 1.

(101) Papiers Wins, 13 d, pp. 16-17 et 13 c, p. 28.

2.614.622,14 frs, soit avec une perte de 55%. Toutes, sans exception, sont grevées de charges hypothécaires très lourdes et la quasi totalité de ce qui a été payé par les adjudicataires des biens, au moment où les Commissaires déposent leur rapport, a été employé à solder ce qui reste dû à l'Administration des Domaines. Le reliquat, déposé à la Société Générale, pourra être distribué lorsque la purge aura été effectuée. Etant donné la modicité de cette somme, bien peu de créanciers hypothécaires pourront être colloqués en ordre utile. Les autres n'ont rien à espérer et devront rentrer dans la masse des créanciers chirographaires.

Le poste "Rentes et Actions", évalué à 1.433.000 frs, se compose de titres extrêmement dépréciés, si l'on excepte les actions de la Société du Canal de la Sambre, données en gage à la Société Générale.

Le bilan présente, d'autre part, une rubrique "Effets en souffrance" d'un montant de près de 600.000 francs; en réalité, ces effets s'avèrent quasi sans valeur, Warocqué, dans le but de donner plus d'importance à son actif, ayant repris une masse de créances anciennes, remontant pour la plupart aux années 1815 à 1822, souscrites souvent par des individus faisant de la contrebande et ayant quitté la Belgique depuis longtemps. L'absence de démarches effectuées par lui atteste du fait qu'il avait renoncé à tout espoir de recouvrement de ces documents.

Après avoir épuisé les voies de conciliation et recouru à la justice contre les débiteurs présentant une certaine solvabilité, la Commission n'a pu recouvrer, sur toutes les créances actives, portées au bilan pour 11.924.092,68 frs, que la somme minime de 18.665,48 frs, soit environ 1,56 pour mille du total des créances en comptes courants. Pour la plupart des créances, elle se trouve devant la fâcheuse alternative, ou de ne point poursuivre les débiteurs douteux, ou d'exposer en pure perte des sommes considérables car il est à prévoir qu'on ne pourra rien obtenir des actions intentées. Warocqué, avant de solliciter son sursis, avait usé de tous les moyens pour se procurer des fonds et n'a laissé à la Commission que les débiteurs qu'il fallait exécuter pour obtenir paiement. Autre preuve de pénurie, les Commissaires ont dû commencer leurs travaux avec 2.000 francs à peine en numéraire, alors que le bilan de Warocqué offrait un boni de près de 4 millions.

Les Commissaires sont forcés de reconnaître que les opposants au sursis avaient raison lorsqu'ils tentèrent de démontrer qu'une grande partie de l'actif ne pourrait jamais se réaliser parce que l'estimation des propriétés était largement exagérée et que presque toutes les créances étaient très mauvaises ou équivoques du fait de

l'insolvabilité ou de la position douteuse d'un grand nombre de débiteurs.

La comparaison de la situation de Warocqué entre 1834 et 1849 témoigne de l'impuissance des Syndics à améliorer le sort de la masse créancière. Il ne restait qu'à rassembler quelques débris de cette fortune qui avait été colossale. N'ayant par devant eux que des créances litigieuses, des débiteurs récalcitrants ou insolubles, les Syndics ont dû chaque fois assigner ceux-ci en justice, encore heureux, si l'on en croit Albert Harmignie, lorsque, étant donné le désordre qui régnait dans certaines affaires du failli, le débiteur assigné ne venait pas se porter lui-même créancier au détriment de la masse (102).

Rien n'a été négligé de la part des syndics de la faillite. C'est ainsi que pendant près de 20 ans, ils vont poursuivre une action en recouvrement de droits perçus indûment par l'Administration de l'Enregistrement sur la succession de Madame Warocqué (103).

Un autre exemple est assez significatif; plusieurs actions du Charbonnage de Mariemont, détenues par Isidore Warocqué, avaient été en partie vendues par lui au Charbonnage pour compenser une créance à sa charge, et, en partie, données à son neveu Abel Warocqué (104); de par la fixation de l'ouverture de la faillite au 27 décembre 1831, cette opération était inattaquable; mais les Syndics firent appel aux sentiments de délicatesse et de loyauté d'Abel Warocqué, dont le père Nicolas était décédé, lui faisant comprendre qu'il n'était guère indiqué de s'enrichir aux dépens de la masse créancière. Une transaction devait ainsi faire rentrer une somme de 50.000 francs dans la masse.

Les conséquences désastreuses de l'arrêt de la Cour d'Appel, qui allait bouleverser toutes les prévisions, peuvent être chiffrées. D'après les calculs des Syndics, en supposant la rentrée de tout ce qui était dû et l'annulation des actes postérieurs au 30 novembre 1830, la faillite Warocqué paraissait pouvoir offrir à la masse 25% de sa créance. Au moment où Harmignie fait son rapport, en février 1849, les créanciers n'ont en réalité touché qu'un dividende de 3%. Pour chacun des créanciers, il s'agit d'un résultat insignifiant. Il n'en a pas moins demandé, de la part des Syndics, des efforts énormes, puisque, étant donné l'importance du passif du failli, il a fallu, pour le

(102) *Papiers Wins*, 13 d, p. 27.

(103) *Ibidem*, pp. 23 à 26. Cette affaire n'est d'ailleurs pas terminée au moment où Harmignie fait son rapport aux créanciers.

(104) *Papiers Wins*, 13 d, p. 16; M. VAN DEN EYNDE et R. DARQUENNE, dans *Les débuts de la Société...*, pp. 53 et 54, parlent non d'une donation mais d'une vente de 5 actions à Abel Warocqué.

distribuer, rassembler une encaisse de près de 300.000 frs.

Au 31 décembre 1848, la faillite possédait à nouveau une encaisse de 55.536,23 frs en compte à la Société Générale, ainsi qu'une somme de 38.884,30 frs à la Banque Delvaux-Willame, à Mons (105). Cette encaisse et les rentrées présumées sur lesquelles il est permis de compter et que Harmignie évalue à 15 à 18.000 francs, laissent présager la distribution, soit à la fin de l'année 1849, soit dans les premiers mois de 1850, d'un dividende de 1%. Le résultat, quoi qu'il en soit, restera très minime.

Plusieurs affaires restent litigieuses près de vingt ans après les premières difficultés rencontrées par le failli. On sait que l'une des plus importantes, la liquidation de la Société du Canal de la Sambre, ne se terminera qu'en 1870, profitant intégralement à la Société Générale.

Albert Harmignie signale encore que la masse créancière se trouve propriétaire d'une partie de la rive gauche du canal de Mons à Condé, sur une étendue de 118 mètres environ, immédiatement en aval du pont-levis de Quaregnon. Ce rivage d'une contenance de 8 ares 26 a été acquis pour 1.005,19 frs par les Syndics, pour compte de la masse, le 31 mars 1838. L'installation de plusieurs chemins de fer dans les environs permet d'espérer une hausse de la valeur de ce terrain qui, donné en location, rapporte annuellement 18% de son prix d'acquisition (106).

CONCLUSIONS

Plus on se penche sur cette affaire complexe comme les faillites le sont généralement, et, dans le cas présent, il semblerait qu'on l'ait compliquée à loisir, plus on est enclin à croire, comme les juges du Tribunal de Commerce de Mons, les Syndics de la faillite et bien d'autres, qu'Isidore Warocqué était, dès novembre 1830, dans de réelles difficultés et que sa faillite ne laissait guère de doute. On sait déjà que, dès cette époque, 327 effets endossés ou signés par lui ont été protestés faute de paiement. D'autres indices, puisés à différentes sources, viennent corroborer cette hypothèse.

Ainsi, plusieurs semaines avant novembre 1830, Georges Serret de Valenciennes, depuis longtemps en relations commerciales avec Warocqué, insiste pour être couvert en espèces de quelque 400.000 frs formant le solde créancier de son compte. Il ne veut ni

(105) Papiers Wins, 13 d, p. 28.

(106) Papiers Wins, 13 d, pp. 29 et 30.

continuer ses affaires avec Isidore Warocqué, ni recevoir de papier en paiement. Ses poursuites ne seront évitées que grâce au cautionnement de Nicolas Warocqué, qui était en même temps le beau-frère de Serret. Cet acte de cautionnement fut passé le 6 octobre 1830 (107).

Autre élément probant, au nombre des paiements effectués par Warocqué de décembre 1830 à mars 1831, figure la somme de 349.106,20 francs payée en immeubles. Une telle opération, de la part d'un banquier, semble prouver l'impossibilité où il se trouvait de s'acquitter en écus (107).

Albert Harmignie, enfin, précise que, dès juillet 1830, il ne se passait pas de jour que Warocqué n'écrivît à ses débiteurs pour solliciter des remises en espèces et bonnes valeurs, les menaçant de mettre un terme à une circulation mortelle pour son crédit, en cessant de faire les fonds pour leurs promesses.

On se rend compte qu'il s'agissait de vaines menaces car, s'il avait cessé de faire les fonds pour ses débiteurs, il aurait été obligé de les faire pour lui-même comme endosseur et de poursuivre en remboursement les souscripteurs des effets, presque tous sans ressources ou dont la fortune était hors de proportion avec leur dette. Ce faisant, il aurait dévoilé, sans profit, aux yeux de tous, le secret de sa position financière (108).

Deux raisons majeures semblent avoir aveuglé ses contemporains sur la situation réelle d'Isidore Warocqué.

Tout d'abord, les événements politiques de 1830 ont mis dans une position de gêne les meilleurs maisons de banque et de commerce. Bien des protêts ont été faits à charge de commerçants notoires, qui se sont ainsi trouvés en difficulté. Les progrès réalisés postérieurement par l'industrie devaient toutefois permettre rapidement à ces négociants de revenir à meilleure fortune. Tel fut le cas, notamment, dès 1832, pour Fontaine-Spitaels, industriel et banquier à Mons et Charleroi, et dont le chiffre d'affaires, à l'époque, ne pouvait rivaliser

(107) Papiers Wins, 13 c, pp. 40 et 41. Ce Serret semble avoir été un homme d'affaires d'une grande prudence. Bien qu'ayant épousé une demoiselle Desvignes, soeur de la femme de Nicolas Warocqué (M. VAN DEN EYNDE, *Raoul Warocqué, seigneur...*, p. 34, note 6), il sera remboursé d'un prêt de 35.000 livres octroyé dans les années 1805-1809 à la Société de Mariemont, dès la réalisation du premier bénéfice du Charbonnage. Il recevra, en 1810, 30.319 l. 16 s. 9 d. et son compte sera apuré au cours de l'exercice 1810-1811 (M. VAN DEN EYNDE et R. DARQUENNE, *Les débuts de la Société...*, pp. 39 et 52).

(108) Papiers Wins, 13 d, p. 18.

avec celui de Warocqué. Cela n'allait pas l'être pour ce dernier (109).

La personnalité même d'Isidore Warocqué renforçait dans sa conviction l'opinion générale, déjà conditionnée par le malaise politique. Le banquier était un personnage extrêmement influent, occupant à Mons des charges publiques d'un rang élevé qu'il devait à l'estime de ses concitoyens et à la confiance du Gouvernement (110). Son renom était tel que bien peu de personnes crurent qu'il était réellement dans une situation fâcheuse, voisine de la faillite. Warocqué resta Président du Tribunal de Commerce de Mons jusqu'au moment où il se trouva obligé de solliciter un sursis de paiement, et le fait que l'on n'ait pourvu à son remplacement qu'après sa démission en 1832 (111), est une preuve de plus de la certitude publique d'un prompt assainissement de sa situation financière. On a vu, par ailleurs, qu'il a conservé d'autres postes honorifiques jusqu'à la promulgation de sa faillite. Aussi, est-il logique de se demander si l'affaire n'aurait pas évolué tout à fait différemment si Warocqué n'avait joui d'une aussi flatteuse réputation ?

La position du banquier montois à peine cruellement révélée, on verra entrer en jeu des intérêts extrêmement puissants, parfois contradictoires.

Au premier rang, surgit la Société Générale, créancière de la moitié environ du passif. Guidée on ne peut plus habilement par ses avocats conseils, on la verra adapter constamment son attitude aux circonstances du moment, changeant parfois d'avis, veillant toujours à sauvegarder ses intérêts au fil des événements. Tout laissait présager que son intervention serait déterminante dans la procédure pendante devant les tribunaux et relative à la fixation de l'ouverture de la faillite. Au contraire, l'influente banque bruxelloise, à la suite d'une transaction bénéfique, se rallie à l'opinion des Syndics et de la masse créancière de la faillite.

Le seul opposant resté en lice, le Gouvernement belge, agissant

(109) AGR, SG, 2694 (*Considérations qui m'ont paru propres à déterminer mon opinion sur l'époque à laquelle il convient de fixer l'ouverture de la faillite d'Isidore Warocqué* [auteur présumé : l'avocat Drugman]).

(110) Papiers Wins, 13 d, p. 32.

(111) En 1832, le Tribunal de Commerce de Mons le réclamait encore pour son Président (AGR, SG, 2694). *Almanach du Hainaut*, 1832, p. 240 : pas de Président au Tribunal de Commerce de Mons; par contre, le *Bulletin Administratif de la Province de Hainaut*, tome troisième, 1832, p. 152, précise que, par arrêté royal no. 16 du 10 mars 1832, Alexandre Legrand-Gossart a été nommé Président du Tribunal de Commerce de Mons, en remplacement d'Isidore Warocqué démissionnaire.

par le truchement de son Ministre des Finances, tenait toutefois à gagner la cause intentée et à éviter, par la fixation de la faillite à la fin de l'année 1831, l'annulation de toutes les hypothèques consenties à son profit postérieurement au 30 novembre 1830. L'aboutissement favorable de ses démarches allait entraîner pour la masse créancière chirographaire surtout une perte de plus de 20% du montant sur lequel elle aurait pu compter si le jugement du Tribunal de Commerce de Mons n'avait été contesté.

*
* *

Si la présente étude apporte des éclaircissements sur les difficultés financières dans lesquelles s'est débattu Isidore Warocqué, sur les circonstances de sa faillite qui a fait l'objet d'une joute judiciaire aux rebondissements multiples, bien des lacunes restent à combler. Un mystère continue à planer sur les origines de sa fortune si rapide. Comme l'écrivait le préfet Max Fréville au Ministre de l'Intérieur, le 9 décembre 1811, "M. Warocqué a-t-il eu la possibilité d'élever rapidement une telle fortune par des moyens toujours d'accord avec une parfaite délicatesse ?" (112).

Ainsi que Fontaine-Spitaels et, un peu plus tard, Coppée, Destombes, Descamps..., Isidore Warocqué était à la fois marchand de charbon et banquier. Dans le Borinage, en ce début du XIXe siècle, charbon et finance étaient étroitement liés. On sait, en outre, Warocqué introduit dans tous les rouages de la vie publique et grand trafiquant de biens nationaux, mais sans plus de précision. Des recherches seront donc poursuivies en vue de tenter de décrire les étapes de son enrichissement.

Rejoignant M. Hubert Watelet (113), on est tenté de rapprocher les débuts d'Isidore Warocqué de ceux d'Henri De Gorge-Legrand, le rénovateur du Charbonnage du Grand Hornu. Commerce du charbon, spéculations de banque, fournitures militaires semblent, en effet, avoir été à l'origine de la fortune de De Gorge avant que celui-ci ne devienne industriel.

Une comparaison des patrimoines de Warocqué, au moment de sa faillite, et de De Gorge, à sa mort en 1832, s'avère également intéressante. On est frappé, chez Warocqué, par l'importance de son

(112) ANF, F 1c III, Jemappes 2.

(113) H. WATELET, *L'enrichissement d'un homme nouveau au début du XIXe siècle. I. De Gorge-Legrand dans le Nord, puis dans le Hainaut belge*, dans *Histoire sociale. Revue Canadienne*, Ottawa, no. 1, avril 1968, pp. 75 et 76.

avoir immobilier. Portés au bilan pour 5.800.000 frs, soit 29% de l'actif total, les immeubles représentent en réalité quasi toute la fortune du failli, la réalisation des autres biens ne devant produire que des sommes dérisoires.

Bien que la fortune de De Gorge soit essentiellement industrielle, son patrimoine immobilier est également loin d'être négligeable, De Gorge possède, en 1832, pour près de 700.000 frs d'immeubles non industriels (le Bois de Colfontaine principalement) et quelque 100.000 frs de biens ruraux (114). M. Watelet insiste d'ailleurs sur le soin qu'a eu le maître-charbonnier de consolider financièrement son entreprise par un arrière-fond foncier.

Le même souci se retrouve chez Nicolas Warocqué, frère d'Isidore. Sa déclaration de succession, en 1839, ne recense pas moins de 337 propriétés foncières. Il s'agit de 29 maisons, de fermes, de nombreuses terres d'une superficie de 290 hectares, d'environ 70 hectares de bois, de prairies, jardins, vergers, houblonnières, oseraies, ainsi que de deux moulins à eaux, une carrière et deux fours à chaux (115). Il est curieux de constater que cette déclaration ne mentionne ni les valeurs mobilières possédées par Nicolas Warocqué, notamment les 9 parts sur 32 qu'il détenait dans la Société du Charbonnage de Mariemont, ni son château.

Reprenant une expression consacrée par plusieurs auteurs (116), on peut qualifier d'"hommes nouveaux" des personnages comme Henri De Gorge-Legrand, Nicolas et Isidore Warocqué qui ont contribué à faire la révolution industrielle et réussi à édifier très vite des fortunes considérables. Comment expliquer, dès lors, l'extraordinaire croissance des entreprises du Grand Hornu et de Mariemont et, par opposition, l'échec cuisant d'Isidore Warocqué après quarante années d'activité ?

La clé du problème réside sans doute dans une différence fondamentale de mentalité.

Alors qu'on peut louer la sagesse et la méthode de De Gorge, la direction énergique et rigoureuse de Nicolas Warocqué, son sens inné des affaires, sa prudence et son habileté, tout chez Isidore témoigne d'une légèreté sans pareille. Le rapport, rédigé en 1837 par les avocats montois Maubach, Dolez et Delecourt renferme un jugement

(114) H. WATELET, *L'enrichissement...*, p. 87.

(115) AEM, Archives de l'Enregistrement, Déclarations de successions, Binche, Registre de dépôt : vol. 10, fo. 83, no. 495, 21 août 1839.

(116) cf notamment H. PIRENNE, *Les périodes de l'histoire sociale du capitalisme*, dans *Bulletin de l'Académie Royale de Belgique, Classe des Lettres, des Sciences morales et politiques et Classe des Beaux Arts*, 1914, pp. 258 et 299.

sévère sur le failli : "La cause première de la ruine du Sieur Warocqué est l'incroyable facilité avec laquelle il se laissait entraîner dans des spéculations hasardeuses dont le bénéfice possible l'aveuglait sur le peu de solidité de l'entreprise et de solvabilité des personnes auxquelles il s'associait ou dont il se faisait le bailleur de fonds. Elle doit aussi être attribuée à une faiblesse de caractère non moins étonnante qui l'empêcha toujours de pouvoir se retirer à temps d'une mauvaise affaire" (117).

Albert Harmignie ne se montre guère plus indulgent : "Warocqué ne manquait, paraît-il, ni d'une certaine capacité, ni d'une certaine espèce d'instinct commercial, telle est du moins l'opinion que s'en forment les personnes qui l'ont plus particulièrement connu; mais il n'avait ni fermeté, ni fixité dans l'esprit; avide de gain, l'appât d'un gros bénéfice ou d'un gros intérêt le poussait souvent dans des entreprises hasardeuses..." (118).

Nicolas Warocqué lui-même, après la déconfiture de son frère, déplore "la trop grande faiblesse" de celui-ci et sa "facilité à donner des fonds à des gens qui ne lui offraient aucune garantie" (119).

On ne peut que regretter avec lui ce manque de caractère qui devait mener à la ruine l'un des financiers hennuyers les plus influents du début du siècle passé, faisant d'Isidore Warocqué un homme déchu, le seul perdant d'une famille dont le renom et la prospérité iront sans cesse grandissant.

(117) Papiers Wins, 13 c, p. 28.

(118) Papiers Wins, 13 d, p. 16.

(119) Lettre du 1er juin 1832, citée par M. VAN DEN EYNDE et R. DARQUENNE, *Les débuts de la Société de Mariemont...*, p. 55, note 1.

BILAN ARRETE AU 25 AOUT 1832.

L'ACTIF

1. Biens fonds	frs 5.804.140,00
2. Rentes et actions	1.443.143,40
3. Effets en portefeuille	13.268,24
4. Espèces en caisse	1.904,76
5. Effets en souffrance	596.720,13
6. Comptes courants	<u>11.924.092,68</u>
Total	frs 19.783.269,21

LE PASSIF

1. Les douzièmes à payer au Syndicat d'amortissement pour solder les biens acquis	frs 2.108.510,78
2. Les créances hypothécaires autres que celles de la Société Générale	2.618.410,65
3. Les créanciers chirographaires par comptes	1.300.381,57
4. Les créanciers chirographaires par billets	1.153.818,00
5. La dette à la Banque pour laquelle il y a des inscriptions hypothécaires pour environ 3.600.000 florins	<u>8.692.546,67</u>
Total	frs 15.873.667,67

BALANCE

L'actif porte	frs 19.783.269,21
Le passif	<u>frs 15.873.667,67</u>
Différence	frs 3.909.601,54

Source : Papiers Wins, 13 a, p. 2 et 13 d, p. 1-2.

ANNEXE No. 2

**BIENS HYPOTHEQUES PAR ISIDORE WAROCQUE AU PROFIT DU
GOUVERNEMENT BELGE LE 23 DECEMBRE 1830**

Biens sous Denderwindeke	49	bonniers	67	perches	85	aunes
Biens sous Mylbeke-Alost	19	bonniers	80	perches	66	aunes
Biens sous Hekelgem	43	bonniers	04	perches	80	aunes
Bois à Oordegem	23	bonniers	55	perches	60	aunes
idem	43	bonniers	60	perches	00	aunes
idem	14	bonniers	55	perches	00	aunes
Bois d'Hellebecq	164	bonniers	79	perches	00	aunes
Ancien Bois de Clusyery-terre	37	bonniers	07	perches	00	aunes
	396	bonniers	09	perches	91	aunes

Source : AGR, Archives Notariales de la Province de Brabant, Bruxelles 1830,
vol. 13, Minutes du Notaire Jean-Antoine THOMAS, Bruxelles, no. 268.